



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2021-2022

CG,NL/PR

P.V. CEB 22
P.V. FI 53

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 26 septembre 2022

(La réunion a eu lieu par visioconférence.)

Ordre du jour :

1. **Uniquement pour les membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire**

Approbation des projets de procès-verbal des réunions du 3 mars 2022 (réunion jointe), des 13 et 20 juin 2022, du 11 juillet 2022 (2 réunions, dont une réunion jointe)
2. **Réunion jointe Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et Commission des Finances et du Budget**

8039 **Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2021**
 - Présentation du projet de loi
 - Désignation d'un rapporteur
3. **Évolution budgétaire - chiffres au 31 août 2022**
4. **Uniquement pour les membres de la Commission des Finances et du Budget**
 - Présentation du "sustainability bond report 2021"
 - Echange de vues avec Madame la Ministre des Finances au sujet de l'avenir du port franc (demande de mise à l'ordre du jour du parti politique CSV du 10 août 2022)

*

Présents : Mme Diane Adehm, Mme Semiray Ahmedova, M. Guy Arendt, M. André Bauler, Mme Djuna Bernard, M. Sven Clement, M. Mars Di Bartolomeo, M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, M. Fernand Kartheiser, M. Dan Kersch, Mme Octavie Modert, M. Gilles Roth, M. Carlo Weber, membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Mme Nathalie Oberweis, observateur délégué

M. Guy Arendt, M. André Bauler, M. François Benoy, M. Dan Biancalana, M. Sven Clement, M. Yves Cruchten, M. Max Hahn, Mme Martine Hansen, M. Fernand Kartheiser, M. Dan Kersch, Mme Josée Lorsché, M. Laurent Mosar, M. Roy Reding, M. Gilles Roth, M. Claude Wiseler, M. Michel Wolter, membres de la Commission des Finances et du Budget

Mme Nathalie Oberweis, observateur délégué

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Ministère des Finances

M. Bob Kieffer, Directeur du Trésor

M. Nima Ahmadzadeh, Directeur des Affaires économiques et budgétaires

M. Carlo Fassbinder, Directeur, M. Pierre Frisch, M. Maurice Decker, Direction "Fiscalité"

Inspection Générale des Finances (IGF)

M. Marc Vanolst, Directeur faisant fonction

Administration des contribution directes (ACD)

Mme Pascale Toussing, Directrice, M. Luc Schmit, Directeur adjoint

Administration des douanes et accises (ADA)

M. Alain Bellot, Directeur, Mme Fabienne Gandini, M. Guy Rollinger

Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED)

M. Eric May, Directeur adjoint

Trésorerie de l'Etat

M. Jacques Schmit

M. Noah Louis, Mme Caroline Guezennec, de l'Administration parlementaire

Excusé : M. Frank Colabianchi

*

Présidence : Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, M. André Bauler, Président de la Commission des Finances et du Budget

*

1. Uniquement pour les membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Approbation des projets de procès-verbal des réunions du 3 mars 2022 (réunion jointe), des 13 et 20 juin 2022, du 11 juillet 2022 (2 réunions, dont une réunion jointe)

Les projets de procès-verbal sous rubrique sont approuvés à l'unanimité.

2. Réunion jointe Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et Commission des Finances et du Budget

8039 **Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2021**

Madame la Ministre Yuriiko Backes entame la présentation du projet de loi sous rubrique par un succinct rappel des dispositions applicables de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État¹, notamment des articles 10 à 13. Accessoirement, il est rappelé que l'oratrice présente régulièrement les derniers chiffres de l'évolution budgétaire en réunion jointe des commissions parlementaires ci-présentes ; la dernière fois le 18 juillet 2022². Le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2021 permet donc d'évaluer l'exécution du budget de l'État sur l'exercice précédent par rapport au budget définitif.

Il est à ce stade nécessaire de préciser que le budget de référence est celui que l'on désigne comme définitif, c'est-à-dire le budget tel que voté par la Chambre des Députés le cas échéant avec les modifications qu'il aurait subi au cours de l'année. Pour ce qui est du budget de 2021, ce dernier a été modifié par la loi du 6 août 2021 portant création d'un lycée à Mersch³, ceci aux endroits ci-dessous et avec les modifications suivantes :

- le crédit de l'article 10.0.41.052 – Services de l'État à gestion séparée : frais de consommation d'eau, de gaz, d'électricité et de chauffage (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) est porté à 7 934 718 euros, ce qui constitue une augmentation de 300 000 euros ;
- le crédit de l'article 10.6.41.050 – Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du service des restaurants scolaires (Crédit non limitatif) est porté à 15 588 600 euros, ce qui constitue une augmentation de 838 600 euros ;
- le crédit de l'article 11.0.41.053 – Dotation dans l'intérêt du fonctionnement de l'enseignement primaire international et européen aux établissements d'enseignement public est porté à 1 265 900 euros, ce qui constitue une augmentation de 396 500 euros ;
- le crédit de l'article 11.1.41.085 – Dotation dans l'intérêt du fonctionnement des établissements d'enseignement secondaire classique et secondaire général est porté à 21 282 100 euros, ce qui constitue une augmentation de 282 100 euros.

Les modifications reprises ci-dessus engendrent un total de 2 millions d'euros de dépenses supplémentaires non prévues lors de l'adoption du budget de 2021 par la Chambre de Députés.

Pour ce qui est du budget total y compris les opérations financières, l'on dénote un excédent de budget à hauteur de 994 687 350 euros pour l'exercice 2021 tandis que les prévisions budgétaires escomptaient un déficit de 16 804 129 euros. Si l'on considère le budget total

¹ Loi modifiée du 8 juin 1999 a) sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat ; b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ; c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'Etat, de la caisse générale de l'Etat et du service du contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial A, n° 68, 11 juin 1999).

² Procès-verbal de la réunion jointe de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et de Commission des Finances et du Budget du 18 juillet 2022, P.V. CEB 21.

³ Loi du 6 août 2021 portant création d'un lycée à Mersch et modification : 1° de la loi modifiée du 22 juillet 2008 portant création d'un lycée à Junglinster ; 2° de la loi modifiée du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux ; 3° de la loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange ; 4° de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées ; 5° de la loi du 13 juillet 2018 portant création d'un lycée à Mondorf-les-Bains ; 6° de la loi du 19 décembre 2020 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 (Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial A, n°608, 12 août 2021).

hors opérations financières, le déficit pour l'exercice 2021 s'élève à 803 624 389 euros tandis que l'on s'attendait à un déficit de 2 462 465 179 euros. Il échet par conséquent de souligner que l'excédent est dû à l'inclusion des opérations financières dans les calculs comptables.

En termes relatifs, le budget total hors opérations financières présente un écart de 14,94% de recettes effectives pour 2021 par rapport à ce qui était prévu dans le cadre du budget définitif de 2021 ; pour les dépenses, cet écart s'élève à 4,47%. L'on se trouve par conséquent en présence d'un effet de ciseau positif pour la situation financière du Luxembourg en ce que les recettes ont nettement plus augmenté que les dépenses par rapport aux prévisions.

Quant au budget courant cet écart s'élève à 15,17% en termes relatifs et à 2 539 794 112 en chiffres absolus ; les plus-values les plus importantes sont celles des impôts directs, notamment l'impôt sur le revenu des collectivités à hauteur de 171 899 671,47 euros, l'impôt sur le revenu des personnes physiques fixé par voie d'assiette à hauteur de 230 617 460,05, l'impôt retenu sur les traitements et salaires à hauteur de 254 104 206,89 euros et finalement l'impôt retenu sur les revenus de capitaux à hauteur de 408 375 928,99 euros, ainsi que des impôts indirects, tels la taxe sur valeur ajoutée à hauteur de 525 894 661,18 euros et la part du Grand-Duché de Luxembourg dans les recettes communes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise en matière de droits de douanes et accises à hauteur de 109 726 039,38 euros. En outre, des plus-values s'élevant à environ 110 millions d'euros proviennent des parts bénéficiaires détenus par la trésorerie de l'État. Pour le détail des plus-values, il est renvoyé au tableau 6 de l'exposé des motifs du projet de loi sous rubrique⁴.

Le budget courant dénote une augmentation des dépenses de 807 500 469 par rapport aux prévisions budgétaires pour le budget de 2021, soit une hausse de 4,78%. Les principales variations au niveau des dépenses du budget courant ont été engendrées par la gestion de la crise sanitaire. Ainsi, les frais de fonctionnement pour la gestion de crises s'élèvent à 109 842 177,52 euros, ainsi que les frais concernant la médecine de catastrophe à 84 003 571,56 et les transferts en direction du fonds pour l'emploi à environ 120 millions d'euros. Pour le détail des principales variations au niveau des dépenses du budget courant ainsi que des frais de fonctionnement pour la gestion de crises, il est renvoyé aux tableau 4 et 4A, respectivement, de l'exposé des motifs du projet de loi sous rubrique⁵.

Les dépassements et transferts de crédit sont en nombre de 368 à hauteur d'environ 2 milliards d'euros et de 165 à hauteur de 8,7 millions d'euros, respectivement.

Pour ce qui est du budget en capital, l'on observe une baisse des recettes de 17 105 187 euros, soit de 11,92%, par rapport à ce qui a été retenu dans le cadre du budget définitif de 2021 et une hausse des dépenses en capital de 56 347 66 euros, soit de 2,28%. Cette hausse des dépenses en capital s'explique principalement par les aides allouées aux entreprises dans le contexte de la crise sanitaire ainsi que par l'alimentation supplémentaire du fonds pour la protection de l'environnement à hauteur d'environ 13 millions d'euros et du fonds climat et énergie à hauteur d'environ 20 millions d'euros.

Concernant les opérations financières, les recettes ont diminué de 156 149 455 euros, soit de 5,83%, et les dépenses ont augmenté de 491 199 856 euros, soit de 210,31%. Ceci est principalement dû à une émission obligataire à hauteur de 2,5 milliards euros sur 10 ans avec un taux d'intérêt de -0.045%, lancée en mars 2021. Le remboursement anticipé de nombreux prêts repris par l'État au Fonds Belval à hauteur globale de 480 millions d'euros figure également parmi les facteurs ayant contribué aux variations des montants de recettes et de dépenses financières. L'oratrice note que la situation des liquidités étatiques se présente plus

⁴ Projet de loi n° 8039 portant règlement du compte général de l'exercice 2021, doc.parl. 8039/00, p. 7.

⁵ *Ibidem*, pp. 4 à 5.

positive qu'anticipée en ce que l'on a veillé à éviter de placer de larges sommes dans le contexte des taux d'intérêt négatifs.

Le dernier volet du compte général de 2021 selon les dispositions de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État concerne la situation financière des fonds spéciaux et des Service de l'État à gestion séparée. L'avoir disponible des fonds spéciaux de l'État est arrêté au compte général de l'exercice 2021 à 2 714 800 000 euros. Ce qui est désigné ici comme « avoirs » des fonds spéciaux ne doit pas être confondu avec des réserves de liquidités détenues par la trésorerie de l'État dans la mesure où ces avoirs correspondent uniquement à des autorisations budgétaires à « engager » des dépenses dans le chef des gestionnaires des fonds spéciaux. Pour ce qui est de la situation des Services de l'État à gestion séparée, le solde fin 2021 s'élève à 160,3 millions d'euros ; contrairement à ce qui a été retenu pour les « avoirs » des fonds spéciaux, il s'agit ici bien de réserves en liquide

En guise de conclusion au sujet de compte général confectionné conformément aux dispositions de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État, il s'impose de noter que le budget total y compris les opérations financières dénote un excédent de 994 687 350 euros ; en termes d'écart avec ce qui a été prévu dans le cadre du budget définitif de 2021, cela équivaut à un écart de 1 011 491 479 euros. Demeure à signaler que cet écart positif est principalement dû aux opérations financières, d'où l'intérêt de présenter également les évolutions du budget total hors opérations financières.

L'oratrice passe ensuite à la présentation du compte général selon les normes du Système européen des comptes 2010 (ci-après « normes SEC 2010 »), qui offre une perspective plus économique sur la situation budgétaire luxembourgeoise, tandis que le compte général selon les dispositions de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État représente le décompte des transactions financières opérées par l'État luxembourgeois devant l'arrière-plan du budget définitif reprenant article par article ce qui est advenu à l'autorisation d'engager des dépenses décernée par la Chambre des Députés. Ainsi, la comptabilité selon les normes SEC 2010 comprend les dépenses effectives de l'administration centrale, y inclus la situation financière des fonds spéciaux et des Services de l'État à gestion séparée.

Selon les normes SEC 2010, l'administration centrale dénotait un solde négatif d'environ 326 millions d'euros pour l'année 2021 – tel que communiqué à la Commission européenne en avril – ce qui s'élève à un écart d'environ 477,6 millions d'euros par rapport au solde du budget définitif hors opérations financières.

Les conclusions à tirer de la comptabilité de l'administration centrale selon les normes SEC 2010 sont les mêmes que celles découlant de la comptabilité d'après les dispositions de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État, même si un écart demeure entre les deux méthodes et ne peut être réduit au vu des différents périmètres de consolidation et des règles de comptabilité. Par rapport au déficit anticipé dans le cadre du budget définitif de 2,5 milliards d'euros, le déficit effectif, que ce soit selon les normes SEC 2010 ou la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État, s'avère nettement moins important en raison d'une reprise économique plus importante qu'anticipée au cours de l'exercice 2021. Or, il est indispensable de souligner que le compte général est établi en rétrospective et n'informe dès lors guère sur les évolutions budgétaires actuelles voire futures. En tant qu'observation finale, l'oratrice se félicite que le déficit budgétaire de l'année 2021 hors opérations financières soit moins important que prévu et indique que cela sera probablement également le cas pour l'exercice 2022, bien qu'un déficit moindre demeure un déficit.

3. Évolution budgétaire - chiffres au 31 août 2022

Avant de passer la parole à Madame la Ministre Yuriko Backes, Madame la Présidente Diane Adehm (CSV) souhaite connaître les raisons pour lesquelles il a été omis de fournir des renseignements sur l'évolution des dépenses relatives à la gestion de la crise sanitaire dans l'ensemble des tableaux fournis au préalable aux députés ; ceci fut pourtant le cas, lors des dernières réunions au sujet de l'évolution budgétaire.

Madame la Ministre Yuriko Backes indique que l'on n'a pas su observer de variations majeures dans ce contexte tout en signalant qu'il est de mise que ces chiffres sont établis de manière trimestrielle et que la présente réunion n'a pas lieu en vertu du rythme trimestriel usuel, mais en raison de la présentation du projet de budget 2023 le 12 octobre 2022. Il va sans dire que l'oratrice tâchera de fournir les chiffres requis lors de la prochaine réunion devant les commissions parlementaires ci-présentes au sujet de l'évolution budgétaire.

Avant de s'attaquer au détail des recettes et dépenses de l'État entre le 1^{er} janvier 2022 et le 31 août 2022, l'oratrice souhaite souligner que la situation financière n'est guère aussi néfaste qu'anticipé en ce que les recettes continuent à grimper, notamment en raison de l'inflation, de manière plus importante que les dépenses qui, elles, augmentent également. Or, l'oratrice se montre consciente que cette situation positive ne saura guère persister au vu d'entre autres les mesures décidées lors des réunions du Comité de coordination tripartite des 18, 19 et 20 septembre 2022, qui grèveront les finances étatiques de manière non négligeable. Pour ce qui est des mesures décidées lors desdites réunions du Comité de coordination tripartite, l'oratrice se prive de les commenter à ce stade dans le cadre de l'évolution de la situation budgétaire en ce que l'accord trouvé est encore sujet à approbation au sein des organes décisionnels des divers intervenants.

En ce qui concerne le contexte macroéconomique, l'oratrice signale que ce dernier n'a guère subi de modifications décisives depuis la réunion du 18 juillet 2022⁶ ; la conclusion quant aux insécurités persistantes est dès lors à réitérer. Il s'y ajoute que le risque d'une récession demeure avec certains économistes qualifiant la situation économique au sein de l'Union européenne et de la zone euro de récession technique. Or, l'oratrice indique qu'il n'y a, à ce stade, pas de raison de se monter fataliste, même si les prévisions ne s'avèrent guère positives.

L'oratrice procède ensuite à la présentation des chiffres relatifs à la situation budgétaire au 31 août 2022 et apporte les informations suivantes aux tableaux qui ont été distribués aux députés au préalable de la réunion⁷.

Tableau 1 – situation des recettes courantes de l'État au 31 août 2022

a) Administration des contributions directes

Les recettes totales de l'Administration des contributions directes (ACD) au 31 août 2022 s'élèvent à 7,17 milliards d'euros hors l'impôt commercial communal, ce qui équivaut à une augmentation absolue de 642 millions d'euros et de 9,8% par rapport à 2021 ainsi que 70,6% du budget voté, soit en-dessus de leur seuil théorique de 66,66% pour les huit premiers mois de l'année ; en 2021, l'on se trouvait à ce stade à 72,6%. L'oratrice note que la situation financière s'avère par conséquent moins dynamique que l'année passée.

- Les recettes découlant de l'impôt sur les collectivités s'élèvent à 1,171 milliard d'euros, soit +0,7% par rapport aux recettes du même mois pour l'année 2021 ;

⁶ Procès-verbal de la réunion jointe de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et de Commission des Finances et du Budget du 18 juillet 2022, P.V. CEB 21.

⁷ Cf. Annexe.

- Les recettes relatives à l'impôt commercial communal s'élèvent à 680 millions d'euros, soit -5,5% par rapport aux recettes du même mois pour l'année 2021 ;
- Les recettes provenant de l'imposition par voie d'assiette s'élèvent à 648 millions d'euros, soit une hausse de +8,4% par rapport à août 2021. Cette hausse s'explique par le nombre croissant des contribuables ;
- Les recettes de l'impôt sur les traitements et salaires s'élèvent à 3,683 milliards d'euros, soit +15,5% par rapport aux recettes du même mois pour l'année 2021. Cette augmentation s'explique principalement par l'indexation des salaires et par un taux d'emploi accru, bien qu'il échoie de noter qu'avec l'introduction du crédit d'impôt énergie au 1^{er} juillet 2022, cette tendance est à nuancer ; le déchet fiscal de cette mesure pour l'exercice 2022 s'élèvera prévisionnellement à 330 millions d'euros dont 67,7 millions d'euros ont d'ores et déjà été versés ;
- Les recettes en provenance de l'impôt de solidarité, payé aussi bien par les personnes morales que par les personnes physiques, s'élèvent à 384 millions d'euros, soit +12% par rapport à août 2021.
- Les recettes du prélèvement sur les revenus de capitaux s'élèvent à 554 millions d'euros, soit +2,5% par rapport aux recettes au mois d'août 2021.
- Les recettes découlant de l'impôt sur la fortune s'élèvent à 631 millions d'euros, donc +5,2% par rapport à 2021.

b) Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

Les recettes totales de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA pour le 31 août 2022 s'élèvent à 4,974 milliards d'euros, soit +8,5% par rapport à août 2021 et 69,6% du budget voté. Les recettes effectivement encaissées se trouvent par conséquent au-dessus du seuil de 66,66% du budget voté, bien qu'en août 2021, l'on se trouvât à 77,5%, ce qui suggère que la situation est actuellement moins dynamique qu'en 2021 :

- Les recettes collectées au titre de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) s'élèvent à 3,334 milliards d'euros au 31 août 2022, soit +9,6% par rapport à la même période en 2021. La tendance observée au niveau de la TVA résulte surtout de l'évolution favorable des recettes brutes et de la hausse importante des remboursements connue durant la même période en 2021 ;
- Les droits d'enregistrement encaissés fin août 2022 affichent un montant de 357,3 millions d'euros, soit +5,8% par rapport à août 2021, ce qui s'explique par l'enregistrement de certains actes extraordinaires suscitant la perception de droits d'enregistrement importants ;
- Les recettes perçues au titre de la taxe d'abonnement s'élèvent à 971 millions d'euros, ce qui équivaut à une hausse de +3,7% par rapport à la même période en 2021. Cette tendance est susceptible de s'empirer au cours de prochains mois au vu du contexte économique global et surtout de la situation des marchés financiers. Il s'impose de souligner qu'en août 2021 l'on se trouvait à 85,6% du budget voté et en août 2022, seulement à 70,3% ;
- Les droits de succession s'élèvent à 99,3 millions d'euros, soit +38,1% par rapport à août 2021. L'évolution positive des droits de succession est liée à un nombre limité d'actes successoraux plus importants.

c) Administration des douanes et accises

Les recettes globales perçues par l'Administration des douanes et accises en août 2022 s'élèvent à 1,25 milliard d'euros, soit +5,8% par rapport à août 2021 et 66,1% du budget voté. Ces recettes sont donc légèrement inférieures aux prévisions budgétaires, en août 2021, l'on se trouvait à 71,2%.

- Les recettes relatives aux ventes d'essence s'élèvent à 153 millions d'euros, soit +10,6% par rapport à la même période de 2021. Cela équivaut à 312 millions de litres d'essence, soit une augmentation de 16% et de 42 millions de litres par rapport à l'année passée, ce qui remporte 15 millions d'euros de plus à l'État ;
- Pour ce qui concerne le gasoil routier, les recettes s'élèvent à 399 millions d'euros, donc une baisse de 10,8%, dont 100 millions d'euros proviennent de la taxe CO2. En termes de consommation, cela équivaut à 1 milliard de litres, soit une baisse de 6% et de 71 millions de litres par rapport à 2021. Par rapport à 2019, cela représente une baisse de 20% et de 97 millions de litres de gasoil routier ; ceci est un symptôme du changement de mentalité dans le chef des consommateurs qui privilégient à présent les véhicules à essence ou électriques à celles qui nécessitent du gasoil routier. S'y ajoute également la flambée des prix du gasoil routier.

Quant à la réduction des prix de l'essence et du gasoil routier de 7,5 cents par litres à la pompe en vigueur du 13 avril 2022 jusqu'au 31 août 2022, celle-ci a coûté 56 millions d'euros ; pour ce qui est du gasoil industriel, agricole et de chauffage, cela remonte à 4 millions d'euros. L'on arrive dès lors à un coût total de la mesure de 60 millions d'euros. Il importe de noter que des mesures similaires persistent en France et en Belgique de manière à réduire potentiellement les ventes d'essence et de gasoil routier au Luxembourg en raison du prix préférentiel que l'on retrouve outre les frontières du Sud et de l'Ouest du pays ;

- En août 2022, les recettes des droits d'accises sur les tabacs manufacturés s'élèvent à 553 millions d'euros, soit une hausse de +18,5% par rapport à 2021 ;
- Les recettes des droits d'accises sur l'alcool s'élèvent à 43,3 millions d'euros, soit une hausse de +11,6% par rapport à 2021 ;
- Les recettes au titre de la taxe sur les véhicules automoteurs affichent un montant de 48 millions d'euros en août 2022. Ces recettes sont restées stables par rapport à l'année 2021.

En conclusion, les recettes pour les trois administrations fiscales pour le mois d'août 2022 s'élèvent à 13,394 milliards d'euros, donc +9% par rapport à août 2021. Les recettes ont atteint 69,8% du budget voté, c'est-à-dire au-dessus des 66,66% attendus à l'issue des huit premiers mois de l'année et en dessous des 74,2% atteints en 2021. Les prochains mois risquent d'être caractérisés d'une insécurité prononcée.

Tableaux 2 et 3 – Évolution des recettes et dépenses de l'Administration centrale selon les normes SEC2010 au 31 août 2022

Lors de l'analyse des chiffres qui suivent, il importe de considérer les différents défis auxquels l'on fait face à présent, tels la crise des prix de l'énergie, le conflit armé international en Ukraine et l'inflation ; ces crises ne se font remarquer que peu à peu de manière que l'évolution des dépenses se présente au 31 août 2022 comme stable, mais est susceptible de s'empirer d'ici la fin d'année.

- Les dépenses relatives à la consommation intermédiaire (frais de fonctionnement etc.) ont augmenté de 73,4 millions d'euros, soit +6,6% par rapport à août 2021 ;
- Les dépenses au titre des rémunérations des salariés affichent une progression de 320 millions d'euros, soit +9,6% par rapport à août 2021. L'augmentation est principalement due à l'indexation des salaires et traitements ainsi qu'aux recrutements additionnels effectués par l'administration centrale ;
- Les dépenses au titre des prestations sociales autres qu'en nature affichent une diminution de 64 millions d'euros, soit -4,3% par rapport à août 2021, ceci en raison des dépenses réduites du fonds pour l'emploi et du recours minimisé au chômage partiel ;
- Les transferts courants (pensions, maladie, famille, communes) affichent une hausse de 136,5 millions d'euros, donc +2,3% par rapport à août 2021 ;
- Les dépenses d'investissement se présentent comme suit :
 - Les investissements directs (formation de capital) effectués au 31 août 2022 augmentent de 85 millions d'euros (+8%) par rapport à celles d'août 2021 ;
 - Les investissements indirects (transferts en capital) affichent au 31 août 2022 une baisse de 192 millions d'euros par rapport à la même période de 2021. Cette hausse est liée aux dépenses importantes qui avaient été réalisées en 2021 par le Fonds de relance et de solidarité et des subventions octroyées aux petites et moyennes entreprises ;
 - Le total des investissements (cumul des rubriques « formation de capital » et « transferts en capital ») en août 2022 atteint un montant d'environ 1,633 milliard d'euros, soit -6% par rapport à 2021. Si l'on fait abstraction des deniers publics dédiés à la lutte contre les effets néfastes de la crise sanitaire, l'on atteindra un niveau de 1,598 milliard d'euros identique à celui de 2021, ce qui signifie que la Gouvernement veille à maintenir les investissements à un niveau élevé ;
 - Il importe de noter que les dépenses des fonds spéciaux n'ont à ce stade pas encore atteint les niveaux prévus de manière qu'il soit probable que les dépenses et investissements augmenteront d'ici la fin de l'année.

En conclusion, les dépenses totales de l'Administration centrale s'élèvent au 31 août 2022 à 14,78 milliards d'euros et restent stables en comparaison avec l'année 2021.

Au total, les recettes de l'Administration centrale ont augmenté de 1,385 milliard d'euros (+9,6%) alors que les dépenses ont augmenté dans une moindre mesure (+292 millions d'euros, +2%). L'Administration centrale affiche dès lors au 31 août 2022 un surplus de 969 millions d'euros, donc 1,094 milliard d'euros plus qu'en août 2021. L'oratrice salue la progression importante des recettes tout en soulignant que celle-ci ne reflète pas encore le contexte économique actuel que ce soit en relation avec le conflit armé international en Ukraine ou l'inflation ; les insécurités émergeant ci-dessus persistent dès lors.

Tableau 4 – Budget de l'État pour 2022 d'après la législation sur la comptabilité de l'État

Fin août 2022, les recettes totales de l'État central s'élèvent à 13,816 milliards d'euros, soit près de quatre points de pourcentage plus élevés que le montant prévu dans le budget voté. Les dépenses s'élèvent quant-à-elles à 14,73 milliards d'euros, donc +3,4 points de

pourcentage supérieurs aux prévisions établies dans le budget voté ; le déficit de l'État central s'élève ainsi à 913,7 millions d'euros.

Le budget des opérations financières n'affiche aucun changement par rapport à ce qui a été présenté le 18 juillet 2022. Les dépenses s'élèvent à 1,176 milliard d'euros et les recettes à 2,512 milliards d'euros, ce qui correspond à l'émission obligataire évoquée ci-dessus.

Au 31 août 2022, les liquidités de l'État se sont élevées à environ 4,3 milliard d'euros. À ce jour, les liquidités s'élèvent à 4,9 milliards d'euros. Fin août 2022, 62 déposants, dont 35 communes et une institution, à savoir la Chambre des Députés, y ont versé environ 928 millions d'euros. Les dépôts sont faits pour une durée de trois mois et sont gérés conjointement aux liquidités de l'État.

Au cours des deux derniers mois, des dépôts à hauteur de 45 millions d'euros ont été retirés ; l'oratrice note que cette tendance est susceptible de s'accroître en raison de la hausse des taux d'intérêt offerts par les banques. Ceci est regrettable dans le chef de l'État en ce qu'un dépôt permanent des liquidités auprès de la trésorerie de l'État permettrait d'utiliser ces liquidités afin de réduire la dette publique plus aisément ; le dépôt des liquidités des entités visées auprès de la trésorerie de l'État est obligatoire dans maints pays.

Fin août 2022, la dette publique du Luxembourg s'élève à environ 19,2 milliards d'euros et correspond à 24,7% du produit intérieur brut.

En guise de conclusion, l'oratrice précise que, conformément aux normes SEC2010, les recettes de l'Administration centrale ont augmenté de 9,6% et les dépenses de 2% par rapport à 2021. Ainsi, au 31 août 2022, le solde de l'Administration centrale s'élève à +969 millions d'euros.

Aux yeux de l'oratrice, ce résultat est meilleur qu'anticipé, bien qu'il soit évident que les recettes n'augmenteront plus aussi vite et les dépenses seront plus importantes surtout au vu des mesures décidées lors des réunions du Comité de coordination tripartite des 18, 19 et 20 septembre 2022. Le contexte macroéconomique demeure volatile, ce qui mène à des pronostics moins positifs suggérant un ralentissement pour l'année prochaine. Les finances étatiques demeurent cependant résilientes et donc propices à faire face aux défis que le futur leur réserve.

Échange de vues

Monsieur Fernand Kartheiser (ADR) s'interroge sur les répercussions financières qu'auront les mesures décidées lors des réunions du Comité de coordination tripartite des 18, 19 et 20 septembre 2022.

Madame la Ministre YuriKo Backes note qu'il serait à ce stade prématuré de présenter ces chiffres et renvoie au fait que le budget 2023 est en voie de finalisation en ce que les entrevues bilatérales avec les divers ministères ont abouti il y a peu.

Monsieur Mars di Bartolomeo (LSAP) souhaite connaître l'impact de la réduction perçue des ventes de combustibles au Luxembourg aux frontaliers en raison du renversement des rapports de prix avec les pays limitrophes ainsi que les évolutions escomptées pour le demeurant de l'année civile en cette matière.

Le directeur général de l'Administration des douanes et accises indique que les ventes de gasoil routier ont diminué de 25% et celles de l'essence de 15% depuis l'introduction des mesures allemandes visant à réduire au minimum de l'Union, les taux d'accises pour les produits susmentionnés, c'est-à-dire du 1^{er} juin 2022 au 31 août 2022. La situation à la frontière

germano-luxembourgeoise s'est désormais normalisée en raison de la venue à échéance du dit « *Tankrabatt* » tandis que l'on dénote toujours une réduction des ventes dans les autres régions frontalières. Quant à l'évolution, il est souligné que l'on se trouve encore trop tôt en l'année pour valablement établir des prévisions.

Madame la Ministre YuriKo Backes tient à ajouter que lors de la prochaine présentation de l'évolution budgétaire, l'on disposera de chiffres plus précis et que ce sont notamment les mesures prises par l'État français qui ont un impact négatif sur les recettes luxembourgeoises.

4. Uniquement pour les membres de la Commission des Finances et du Budget

- Présentation du « Sustainability Bond Report 2021 »

Le 7 septembre 2022, le Luxembourg a publié le deuxième rapport de son emprunt souverain durable inaugural (Luxembourg Sustainability Bond Report 2021), émis le 7 septembre 2020. Ce document, prévu par le cadre de référence pour les obligations durables dont le Luxembourg s'est doté, s'adresse avant tout aux investisseurs institutionnels internationaux et inclut les rapports d'allocation et d'impact.

Le rapport fournit des détails sur l'allocation de 331 millions d'euros investis en 2021 ainsi que sur l'impact attendu de ces investissements. Au total, 1.103 millions d'euros ont été investis sur la période 2018-2021. Une allocation complète des 1,5 milliards d'euros est prévue à la fin de l'année budgétaire 2022.

Tout comme le rapport de l'année précédente, le présent rapport comporte 3 parties principales : le rapport d'allocation, le rapport d'impact et les études de cas, suivis de la certification (compliance review) de Sustainalytics.

Le rapport d'allocation énumère les projets financés ou refinancés par l'emprunt.

Le rapport d'impact expose l'impact environnemental et social des projets qui ont été financés ou refinancés par l'emprunt durable. L'emprunt souverain durable finance ou refinance jusqu'en 2022, des investissements d'une valeur de 1,5 milliards d'euros, couvrant au moins 65 projets dans sept secteurs différents générant des impacts environnementaux et sociaux positifs. Ces investissements permettront notamment d'éviter près de 290.000 tonnes d'émissions de CO2 grâce à un transfert modal dans le transport de passagers, de produire 6,4 millions de mètres cubes de biogaz par an pour la production d'énergie, de restaurer et de protéger 8,6 hectares d'habitat naturel et de construire 1.478 unités de logement à prix abordable.

Le rapport énumère les impacts des différents projets regroupés en 7 catégories (3 catégories « vertes », 4 catégories « sociales ») Voir page 7 du rapport d'allocation (2. Introduction).

Le rapport comprend également deux études de cas (case studies) de projets ayant une envergure plus importante, le projet de l'extension du service national de psychiatrie juvénile à l'Hôpital Robert Schuman Kirchberg et la construction de la Maison de soins à Differdange. Les études de cas abordées dans le rapport précédent (construction du tram, Südspidol et « Elmen - Affordable housing in Kehlen/Olm ») sont également mises à jour.

Le cadre de référence (Sustainability Bond Framework) pour les obligations durables a été adapté à la taxonomie européenne, ainsi qu'au EU Green Bond Standard (the « EU GBS »), en plus d'être conforme aux standards publiés par l'« *International Capital Markets*

Association » (ICMA) et aux objectifs de développement durable des Nations Unies (« *UN Sustainable Development Goals* »), entre autres. L'impact des différents projets est mesuré sur base de modèles tels que IRIS+ et IMP (Impact Management Project).

Le comité des obligations durables (Sustainability Bond Committee), dirigé par la Trésorerie de l'État, a décidé d'affecter les recettes de l'emprunt à des projets spécifiques plutôt qu'à des lignes budgétaires de l'État : cela permet d'identifier plus clairement l'affectation des recettes et souligne l'objectif du Luxembourg de fournir un maximum de transparence sur les projets financés.

Pour le détail du contenu du rapport, il est renvoyé au document repris en annexe et envoyé aux membres de la Commission à l'issue de la présente réunion. L'ensemble de la documentation relative à l'emprunt durable (annexes incluses) est publié sur le site internet de la Trésorerie de l'État: <https://te.public.lu/fr/finance-durable.html>.

Un tableau excel, figurant parmi ces documents, détaille les dépenses et les impacts par étape des différents projets et constitue la source d'information la plus importante pour les investisseurs. On peut ainsi y voir par exemple que le tram représente un coût total de presque 560 millions d'euros dont une partie est financée par l'emprunt souverain (une autre partie étant payée par la Ville de Luxembourg). De 2018 à 2021, l'emprunt souverain a supporté 32% des coûts en question. Parmi les indicateurs d'impact figurant dans le tableau l'on compte la longueur des nouveaux rails posés, le nombre supplémentaire de passagers transportés, les kilomètres parcourus et les tonnes de CO2 non-émises grâce au déploiement du tram.

Des projets pour un montant total de 1,6 milliards d'euros ont été identifiés par la Trésorerie de l'État et sont donc éligibles pour un financement par l'emprunt durable. En lien avec la crise de la COVID et de la guerre en Ukraine, certains projets ont pris du retard ou ne sont plus réalisés tel que prévu.

65 projets (dont 16 dans le domaine environnemental et 49 dans le domaine social) ont été retenus dans le portefeuille final de l'emprunt durable. En termes de dépenses 2020/2021, 53% ont été allouées à des projets sociaux, 47% à des projets environnementaux.

Il est encore précisé que l'emprunt souverain constitue un projet très complexe et prenant dont la réalisation satisfaisante est uniquement possible grâce à l'excellente collaboration avec les différents ministères impliqués. Ainsi, l'établissement de la liste des projets a été effectué, depuis le début de l'année 2020, par le « Sustainability Bond Committee », en collaboration avec les ministères (environnement, transport, santé, logement, éducation, famille, affaires étrangères (immigration)) en charge de la réalisation des projets retenus. Le comité est composé de représentants de la Trésorerie de l'Etat, du ministère des Finances et de l'IGF. Cet été, il s'est chargé de la collecte et de la mise à jour de l'ensemble des données publiées dans le rapport. La Ministre des Finances remercie les personnes ayant participé à cet exercice pour leur travail remarquable.

L'alignement du cadre et du rapport d'allocation a été évalué de manière indépendante par Sustainalytics, une société leader en matière de notation, de recherche et d'analyse ESG.

*

Suite à l'intervention de M. André Bauler, un courrier résumant le rapport en français sera mis à la disposition des membres de la Commission. (Note de la Secrétaire-administrateur : le courrier en question leur a été transmis par courrier électronique le 12 octobre 2022.)

- Echange de vues avec Madame la Ministre des Finances au sujet de l'avenir du port franc (demande de mise à l'ordre du jour du parti politique CSV du 10 août 2022)

En guise d'introduction, M. Laurent Mosar signale que la réponse à la question parlementaire n°6346 portant sur le port franc, qu'il a jugée insatisfaisante, a motivé la présente demande de mise à l'ordre du jour.

Il rappelle tout d'abord que le port franc a été créé en 2012 sur l'initiative du gouvernement de l'époque auquel appartenait son parti politique. Depuis, l'évolution de ce projet n'est pas couronnée du succès attendu et ce, entre autres, en raison de l'implication de son actionnaire principal dans des affaires louches dans le monde entier, cette implication ayant nui à la réputation et à la situation financière du port franc. Tout récemment, l'actionnaire en question a vendu son avant-dernier port franc (il en détenait au moins un en Suisse et un à Singapour) pour ne disposer plus que de celui de Luxembourg. Ce dernier, censé jouer le rôle d'une plaque tournante parmi les autres ports francs, a désormais perdu cette raison d'être.

M. Mosar mentionne ensuite le droit de superficie concédé par l'Etat à la société qui exploite le port franc, « The Luxembourg Freeport Management Company S.A. », entretemps rebaptisée « The Luxembourg High Security Hub – Management Company » (LHSH), pour une durée de 30 ans.

Depuis sa création, le port franc n'a jamais vraiment bien fonctionné et a toujours généré des pertes, ces dernières devenant de plus en plus importantes au fil des années. Les derniers comptes annuels de la société, publiés au Recueil électronique des sociétés et associations, font ainsi état de pertes accumulées de quelque 8,6 millions d'euros. S'y ajoute que le réviseur d'entreprises agréé de LHSH s'est dit dans l'impossibilité d'exprimer une opinion sur les comptes annuels, alors qu'« il existe des incertitudes significatives sur la capacité de [LHSH] à poursuivre son activité sur base de continuité d'exploitation ». Une telle déclaration venant d'un réviseur est en général de mauvais augure pour une société et il y a dès lors urgence à réfléchir à une solution à son égard, car même si, en règle générale, il n'appartient pas à l'Etat de s'immiscer dans les affaires d'une société privée, l'Etat devrait, d'après M. Mosar, déroger à cette règle dans le cas du port franc.

M. Mosar pose ensuite les questions suivantes :

- La société en question a-t-elle déjà généré une quelconque recette fiscale au cours de son existence ?
- Le gouvernement est-il en contact avec l'actionnaire principal du port franc afin de discuter de l'avenir de ce dernier ?
- Suite aux informations selon lesquelles la société LHSH a, dans le cadre des mesures restrictives décidées à l'égard du régime russe, bloqué des biens pour une valeur totale d'environ 210 millions d'euros, il serait intéressant de disposer de renseignements sur les clients du port franc.
- Le port franc a-t-il toujours payé les indemnités liées au droit de superficie ?
- Le port franc peut-il vraiment être considéré comme une simple société par l'Etat et son éventuelle défaillance ne risque-t-elle pas de représenter un risque réputationnel pour la place financière ?

Madame la Ministre fournit les informations suivantes :

- Il n'appartient pas au ministre des Finances de commenter la tenue financière d'une société privée, ni d'ailleurs une éventuelle faillite d'une société.

- Il y a lieu de faire la différence entre l'activité privée de l'exploitant du port franc, d'une part, et le rôle de l'Etat qui s'attelle à mettre en place les conditions-cadre nécessaires pour que cette activité ait lieu en conformité avec les règles et standards nationaux et internationaux, d'autre part.
- Il ne convient pas de spéculer sur la faillite d'une société, mais il est un fait que toute faillite se déroule selon des procédures bien définies. La société dont question n'est pas déclarée en faillite et aucune démarche de résiliation de la convention du droit de superficie n'a été entreprise jusqu'à présent. Si, à un moment, une faillite survenait, il appartiendrait aux différentes parties concernées (dont le ministre des Transports) de se concerter pour envisager l'avenir de la société.
- Quant à un éventuel risque réputationnel que représenterait la situation du port franc pour la place financière, il est rappelé que, justement, le gouvernement a, afin qu'un tel risque ne puisse survenir, légiféré en 2015 en soumettant tout opérateur de la zone franche à la réglementation anti-blanchiment. Ce n'est donc pas le « business model » du port franc qui représente un risque, mais plutôt les activités qui auraient pu y être pratiquées en l'absence de cette réglementation. L'existence de cette dernière permet d'assurer (le GAFI et d'autres institutions intéressées) du bon déroulement des opérations au sein du port franc. Il est, de plus, précisé que la société en question ne revête pas une importance systémique.
- Le terrain sur lequel est installé le port franc appartient effectivement à l'Etat ; la convention liée au droit de superficie est toujours en vigueur. A ce stade, il n'est pas possible d'anticiper d'éventuels changements à ce sujet.
- La Ministre des Finances n'a pas connaissance de discussions menées par l'Etat avec l'actionnaire principal jusqu'à présent.
- Au regard du secret fiscal, il n'est pas possible de fournir de chiffres quant aux recettes fiscales générées par l'exploitant du port franc. Il est néanmoins évident qu'une société présentant des pertes paie peu d'impôts.
- La convention de droit de superficie lie le port franc à la société lux-Airport et c'est à cette dernière qu'il doit donc verser les loyers dus. Le ministère des Finances ne dispose pas d'informations concernant les paiements entre sociétés privées.
- Les montants gelés par le port franc dans le cadre des mesures restrictives prises à l'égard de la Russie l'ont été en raison de leur détention par des personnes figurant sur les listes des personnes sanctionnées. Ce gel démontre le bon fonctionnement du suivi de l'application de ces mesures restrictives.

Si M. Mosar partage une grande partie des propos de la ministre, il souligne néanmoins sa différence d'appréciation quant au statut de l'exploitant du port franc qui, selon lui, n'est pas à qualifier de société « normale ». Cette société a déjà beaucoup fait parler d'elle au cours des dernières années (surtout par le biais des agissements de son actionnaire principal). Les déclarations du réviseur de cette société sont, selon M. Mosar, graves et doivent conduire le gouvernement à réagir. M. Mosar ne partage pas non plus l'avis de Madame la Ministre quant au fait que le GAFI s'intéresse uniquement au respect de la réglementation anti-blanchiment. Selon lui, la situation financière de l'exploitant suscite tout autant d'intérêt. Il se pose encore des questions quant à la clientèle du port franc et regrette que le gouvernement ne soit pas encore en contact avec l'actionnaire principal pour trouver une solution à la situation financière de la société. Il appelle le gouvernement à agir et suggère qu'un accord de dissolution du contrat à l'amiable soit par exemple trouvé.

Madame la Ministre des Finances rappelle que le port franc n'appartient pas à l'Etat. Elle ajoute que le gouvernement se soucie de l'évolution du port franc et observe la situation de près. Le cas d'une faillite de la société d'exploitation est prévu dans les clauses de la convention avec lux-Airport et les procédures y inscrites devront être respectées en cas de faillite. Les clients du port franc dont les biens ont été gelés ne figuraient sur aucune liste de sanctions au moment où leurs biens y ont été déposés. Finalement, la Ministre demande des précisions quant à la demande d'intervention de l'Etat suggérée par M. Mosar : souhaite-t-il que l'Etat recapitalise le port franc ?

M. Mosar répond par la négative. Il envisagerait plutôt la conclusion d'un accord avec la société d'exploitation pour l'empêcher de tomber en faillite en trouvant une nouvelle affectation du terrain (appartenant à l'Etat) qu'elle occupe.

En réponse à une question de M. Bauler, la Ministre des Finances précise que l'Administration des douanes et accises assure le contrôle de toutes les marchandises entrant et sortant de la zone franche et que l'Administration de l'Enregistrement, des Domaines et de la TVA assure le contrôle des obligations AML/CTF.

Madame la Ministre signale que le maintien de la bonne réputation de la place financière est essentiel pour le gouvernement qui suit le présent dossier de près. Pour autant, elle n'est pas persuadée du fait que l'Etat doive intervenir dans les affaires d'une société privée. Une éventuelle faillite du port franc témoignera simplement de l'échec du « business model » adopté à sa création. Elle conclut que la mise en place par l'Etat d'un cadre réglementaire auquel sont soumises les activités des sociétés établies dans le pays est primordiale.

Luxembourg, le 1^{er} décembre 2022

Procès-verbal approuvé et certifié exact

Annexes :

Tableaux récapitulatifs de l'évolution budgétaire – chiffres au 31 août 2022
Luxembourg Sustainability Bond report – September 2022

SITUATION DES RECETTES COURANTES DE L'ETAT AU 31 AOUT 2022
(selon la comptabilité de l'Etat)

1

(tous les montants sont exprimés en mio. EUR)	31 août		Variation 22/21		Budget		Variation Budget	Compte prov.		Recettes en % du budget voté	
	2022	2021	en mio. EUR	en %	2022	2021		2021		2022	2021
I. Contributions directes	7 170.0	6 528.0	642.0	9.8	10 151.3	8 996.0	12.8	10 269.8		70.6	72.6
1. Collectivités [1]	1 171.3	1 163.4	8.0	0.7	1 980.0	1 950.0	1.5	2 121.9		59.2	59.7
2. Assiette [1]	647.9	597.5	50.3	8.4	860.0	795.0	8.2	1 025.6		75.3	75.2
3. Salaires et traitements [2]	3 682.7	3 187.7	495.0	15.5	5 240.0	4 545.0	15.3	4 799.1		70.3	70.1
4. Impôt de solidarité	384.4	343.3	41.1	12.0	622.3	561.1	10.9	611.6		61.8	61.2
5. Revenus de capitaux	554.1	540.5	13.6	2.5	500.0	350.0	42.9	758.4		110.8	154.4
6. Fortune [3]	631.1	599.8	31.3	5.2	800.0	660.0	21.2	801.6		78.9	90.9
7. Retenue libératoire nationale sur intérêts	11.8	15.5	-3.7	-23.9	22.5	26.0	-13.5	20.7		52.3	59.5
8. Impôt sur le revenu retenu sur les tantièmes	45.7	29.9	15.9	53.2	54.0	53.0	1.9	51.1		84.7	56.3
9. Jeux de casino (recettes brutes)	10.4	13.3	-2.9	-21.6	22.0	12.5	76.0	21.16		47.3	106.1
10. Contributions directes - autres	30.7	37.2	-6.5	-17.5	50.5	43.4	16.3	58.7		60.8	85.6
<i>Pour mémoire: impôt commercial communal [3]</i>	680.2	719.9	-39.7	-5.5	950.0	900.0	5.6	1 034.7		71.6	80.0
II. Douanes & accises	1 250.8	1 182.2	68.6	5.8	1 892.6	1 659.9	14.0	1 868.6		66.1	71.2
11. Droits d'accises sur l'essence [4]	153.3	138.5	14.8	10.6	223.2	206.5	8.1	226.2		68.7	67.1
dont taxe CO2	24.8	17.9	6.9	38.6	35.4	27.7	27.8	29.6		70.0	64.6
12. Droits d'accises sur le gasoil routier [4]	398.5	446.6	-48.1	-10.8	704.6	630.9	11.7	690.4		56.6	70.8
dont taxe CO2	99.8	90.2	9.6	10.6	167.0	131.7	26.8	141.1		59.7	68.5
13. Droits d'accises sur les tabacs manufacturés	553.4	467.0	86.5	18.5	730.0	657.1	11.1	750.1		75.8	71.1
14. Droits d'accises sur l'alcool	43.3	38.8	4.5	11.6	67.2	59.9	12.3	64.0		64.4	64.8
15. Taxe sur les véhicules automoteurs	48.0	47.9	0.1	0.1	67.0	68.0	-1.5	68.3		71.6	70.5
16. Eurovignettes	10.0	10.3	-0.3	-2.9	14.5	14.5	0.0	16.0		68.8	70.8
17. Droits de douane CE	3.4	3.6	-0.1	-4.1	6.0	6.0	0.0	9.7		57.3	59.7
18. Douanes - Autres	40.9	29.5	11.4	38.5	80.2	17.1	369.8	44.1		51.0	173.1
dont taxe CO2 [5]	28.6	18.0	10.6	59.1	57.1	n.a.	-	27.4		50.2	-
III. Enregistrement & domaines	4 973.8	4 583.9	389.9	8.5	7 141.5	5 916.6	20.7	6 761.9		69.6	77.5
19. Droits d'enregistrement	357.3	337.7	19.5	5.8	524.7	383.9	36.7	485.3		68.1	88.0
20. Taxe sur la Valeur ajoutée	3 334.3	3 041.9	292.4	9.6	4 779.3	4 012.8	19.1	4 538.7		69.8	75.8
21. Taxe d'abonnement [6]	971.0	936.3	34.6	3.7	1 380.3	1 094.0	26.2	1 280.5		70.3	85.6
22. Taxe sur les assurances	54.6	48.2	6.4	13.4	66.2	62.2	6.4	64.7		82.5	77.5
23. Droits de succession	99.3	71.9	27.4	38.1	85.0	85.0	0.0	117.0		116.9	84.6
24. Enregistrement & domaines - autres	157.3	147.8	9.4	6.4	306.0	278.8	9.8	275.7		51.4	53.0
TOTAL DES RECETTES [I+II+III]	13 394.6	12 294.1	1 100.4	9.0	19 185.4	16 572.6	15.8	18 900.4		69.8	74.2
IV. Trésorerie de l'Etat	419.1	313.4	105.7	33.7	321.2	253.8	26.6	498.8		130.5	123.5
25. Participations et part de l'Etat dans le bénéfice	197.5	210.4	-12.9	-6.1	186.3	160.8	15.9	270.8		106.0	130.8
26. Intérêts de fonds en dépôt	0.3	11.5	-11.2	-97.3	1.0	1.0	0.0	11.7		30.8	1 154.7
27. Trésorerie de l'Etat - autres	221.3	91.5	129.8	141.9	133.9	92.0	45.5	216.4		165.2	99.4
TOTAL DES RECETTES [I+II+III+IV]	13 813.6	12 607.5	1 206.1	9.6	19 506.6	16 826.4	15.9	19 399.2		70.8	74.9

[1] Avances trimestrielles dues en mars, juin, septembre et décembre.

[2] La loi du 29 juin 2022 portant transposition de certaines mesures prévues par l'accord tripartite du 31 mars 2022 insère les articles 154sexies (« CIE indépendant »), 154septies (« CIE salarié ») et 154octies (« CIE pensionné ») dans la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) pour les années d'imposition 2022 et 2023 dont le montant du CIE varie en fonction du revenu brut mensuel.

Jusqu'au 31 août 2022, le montant du CIE déclaré était de 67.7 millions d'euros.

[3] Avances trimestrielles dues en février, mai, août et novembre.

[4] Droits d'accises totaux se composant des droits d'accises communes UEBL, des droits d'accises autonomes, de la contribution sociale ainsi que de la taxe CO2.

[5] Taxe CO2 perçue sur l'essence au plomb, le kérosène, le pétrole lampant industriel et combustible, le gasoil carburant et chauffage, le LPG et le gaz naturel.

[6] Avances trimestrielles dues en janvier, avril, juillet et octobre.

20
22



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Finances

2

Administration centrale 2022 (selon SEC)

Evolution des recettes et dépenses au 31 août 2022

	Situation fin août					
	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/2021	
					en millions	en %
Dépenses.	12 600	14 834	14 488	14 780	+ 292	+2.0%
Recettes.	13 213	11 950	14 364	15 749	+1 385	+9.6%
Solde	+ 613	-2 884	- 124	+ 969	+1 094	

Notes: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.

Administration centrale 2022
(selon SEC)

Evolution des recettes et dépenses

	Situation fin août					
	2019	2020	2021	2022	variation 2022/2021	
					en millions	en %
Dépenses						
1. Consommation intermédiaire	925.2	1 003.6	1 121.0	1 194.5	+ 73.4	+6.6%
2. Formation de capital	1 063.7	1 281.5	1 083.3	1 168.3	+ 85.1	+7.9%
3. Rémunération des salariés	2 885.9	3 187.1	3 333.8	3 653.9	+ 320.1	+9.6%
4. Subventions (Services publics d'autobus, logement...)	401.2	438.1	467.0	398.0	- 69.1	-14.8%
5. Revenus de la propriété (intérêts débiteurs)	163.2	157.0	112.5	135.8	+ 23.3	+20.7%
6. Prestations sociales autres qu'en nature (Chômage, RMG...)	1 195.9	2 049.1	1 496.8	1 432.8	- 64.0	-4.3%
7. Prestations sociales en nature	30.0	161.7	153.2	168.3	+ 15.1	+9.8%
8. Autres transferts courants (Pensions, Maladie, Famille, Communes)	5 514.2	5 967.4	6 048.8	6 185.3	+ 136.5	+2.3%
- transferts à la sécurité sociale	3 256.2	3 733.5	3 794.6	3 727.3	- 67.3	-1.8%
- transferts aux administrations locales	861.7	876.0	909.0	1 038.1	+ 129.1	+14.2%
- autres	1 396.3	1 358.0	1 345.2	1 419.9	+ 74.7	+5.6%
9. Transferts en capital	399.5	600.8	656.4	464.2	- 192.3	-29.3%
10. Corrections sur actifs non financiers non produits	21.5	- 12.5	15.4	- 21.3	- 36.6	-238.4%
Dépenses totales	12 600.3	14 833.9	14 488.3	14 779.8	+ 291.5	+2.0%
Recettes						
11. Impôts sur la production	4 959.7	4 531.8	5 668.6	6 173.5	+ 504.9	+8.9%
12. Impôts courants sur le revenu	6 126.1	5 617.8	6 518.3	7 171.2	+ 652.9	+10.0%
13. Autres recettes	2 127.4	1 800.9	2 177.0	2 404.6	+ 227.6	+10.5%
Recettes totales	13 213.3	11 950.4	14 364.0	15 749.3	+1 385.3	+9.6%
Solde	+ 613.0	-2 883.5	- 124.3	+ 969.5	+1 093.8	-

20
22



Budget de l'Etat* pour 2022

(*d'après la législation sur la comptabilité de l'Etat)

Compte au 31 août 2022

	Budget 2022	Situation fin août	
		En valeur	En %* du budget
Budget courant			
Recettes	19 417.2	13 711.5	70.6%
Dépenses	18 425.1	12 632.7	68.6%
Solde	+ 992.1	+1 078.8	-
Budget en capital			
Recettes	96.9	105.1	108.4%
Dépenses	2 583.8	2 097.7	81.2%
Solde	-2 486.8	-1 992.6	-
Budget total			
Recettes	19 514.2	13 816.6	70.8%
Dépenses	21 008.9	14 730.4	70.1%
Solde	-1 494.7	- 913.7	-

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

* par rapport au budget voté 2022

Le tableau ci-dessus est exprimé **HORS** opérations financières

	Budget 2022	Situation fin août	
		En valeur	en % du budget voté
Budget des opérations financières			
Recettes des opérations financières	2 369.2	2 512.2	106.0%
Emprunts	2 367.0	2 500.0	105.6%
Autres	2.2	12.2	559.1%
Dépenses des opérations financières	1 223.0	1 176.7	96.2%
Solde	+1 146.2	+1 335.4	-

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

* par rapport au budget voté 2022

Luxembourg Sustainability Bond Report



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Trésorerie de l'État

September

2022

1

Foreword

p.4

2

Introduction

p.6

3

Allocation Report

p.8

4

Impact Report

p.18

5

Case Studies

p.31

6

**Other topics related
to the Sustainability Bond**

p.36

7

**Appendix Compliance
Review by Sustainalytics**

p.38

Foreword

The Grand Duchy of Luxembourg is determined to continue to grow its role as one of the leading international financial centers in the world, placing sustainable finance at the forefront of its activities.

The Luxembourg Government actively develops initiatives and continuously seeks out opportunities to support the UN Sustainable Development Goals. In September 2020, Luxembourg thus published Europe's first sovereign sustainability bond framework, focusing on the environment as well as on the social aspects. The framework was the first of its kind and therefore established a blueprint for further potential sovereign sustainability frameworks, by closely following the draft EU Taxonomy eligibility criteria and the draft European Green Bonds Standard at the time, while necessarily being in line with the International Capital Markets Association Principles and Guidelines where relevant and feasible. The alignment of the framework (and of each of the allocation reports) has been independently assessed by Sustainalytics.

In accordance with the framework, the Grand Duchy of Luxembourg issued its inaugural EUR 1.5 billion sovereign sustainability bond, the Luxembourg Sustainability Bond, in September 2020. By doing so, Luxembourg was the first European as well as the first AAA-rated country worldwide to issue a sovereign sustainability bond. The demand for the bond largely exceeded the initial offer, underlying strong investor interest in this type of product.

Luxembourg was the first European as well as the first AAA-rated country worldwide to issue a sovereign sustainability bond.



The Grand Duchy of Luxembourg is now pleased to publish its second Sustainability Bond Report, covering the year 2021. This report provides details on the allocation and the impact of, in total, EUR 1.5 billion worth of green and social investments, for at least 65 projects, and gives detailed information on the allocation of over 331 million EUR in 2021. The full allocation of proceeds is planned to come to term at the end of the budget year 2022.

This report covers the fourth year of the shares of the projects financed by the Sustainability Bond. I am proud of the role Luxembourg plays in driving sustainable finance forward, thanks to different pioneering initiatives. This can, of course, not be done by the public sector alone and I would like to highlight the important role of investors and other market participants who actively support, promote and help innovate in sustainable finance.

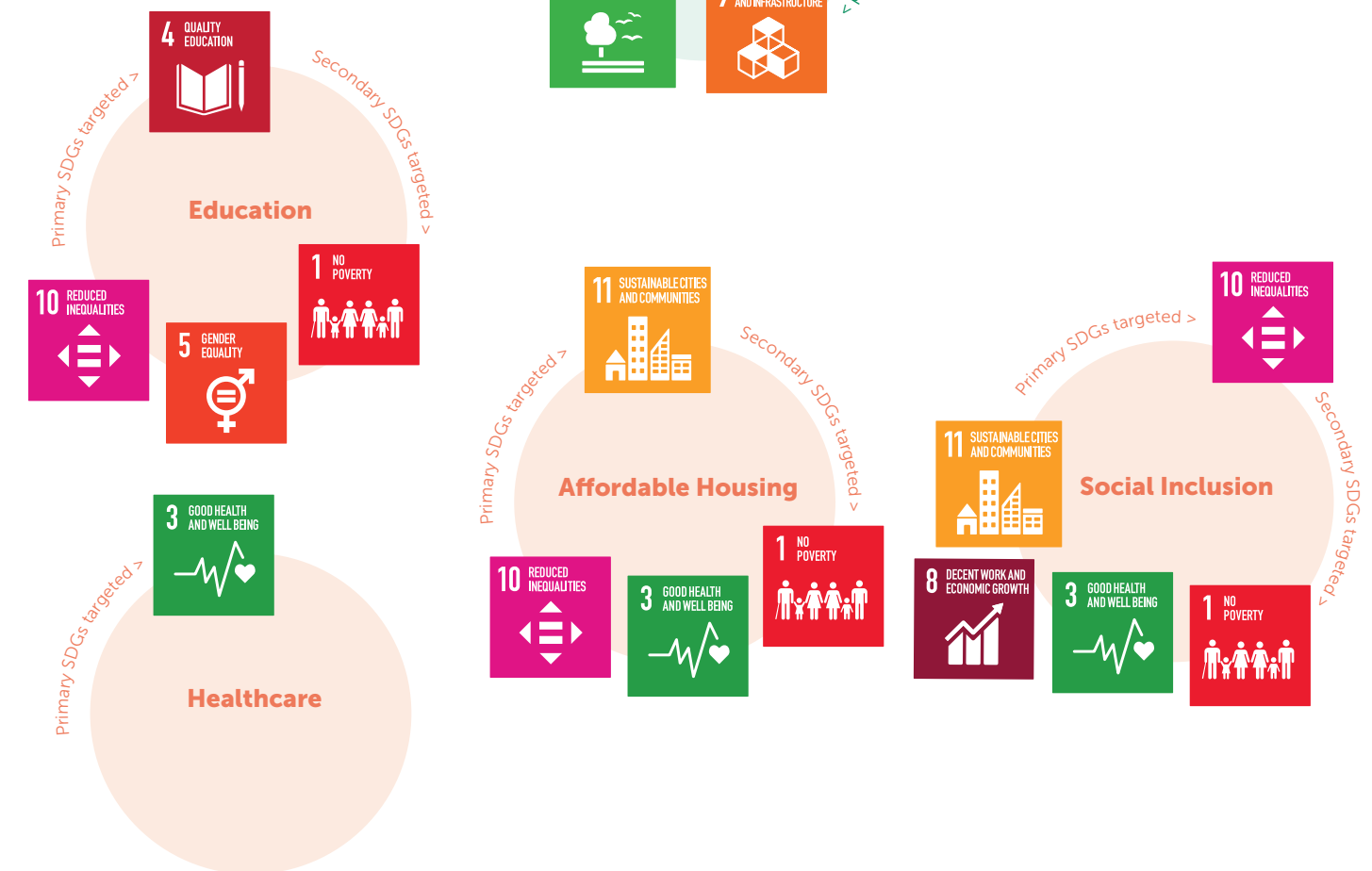
Finally, I would like to thank the members of the Sustainability Bond Committee and the numerous contributors in all of the involved ministries and institutions for their work and dedication in making this second report possible. Allocation and impact reporting is indeed fundamental to ensure the necessary transparency underlying sustainable investment.

I believe the Report will provide a broad insight into the allocation and the impact of the projects the Luxembourg Sustainability Bond is (re-)financing.

Yuriko Backes
Minister of Finance

The following report is the second annual impact report of the Luxembourg Sustainability Bond (LSB) issued under the Luxembourg Sustainability Bond Framework. This report builds on what has been developed in the previous Sustainability Bond Report¹ covering the years 2018 to 2020. The information provided in this report is based as far as possible on existing public reports on the different green and social projects, as well as on direct interactions with the different ministries, project owners and project managers.

Covering the year 2021, this impact report is the result of the commitment of the bond issuer to provide a detailed breakdown of the impact project realisations. It helps to understand the specific environmental and social impacts of the eligible projects by quantifying them where possible. Apart from specific environmental and social impact indicators accompanying the eligible projects, this sovereign bond targets eight primary and nine secondary SDGs:



¹ Refer to [Luxembourg Sustainability Bond Report 2018-2020](#)

Introduction

Allocation Report

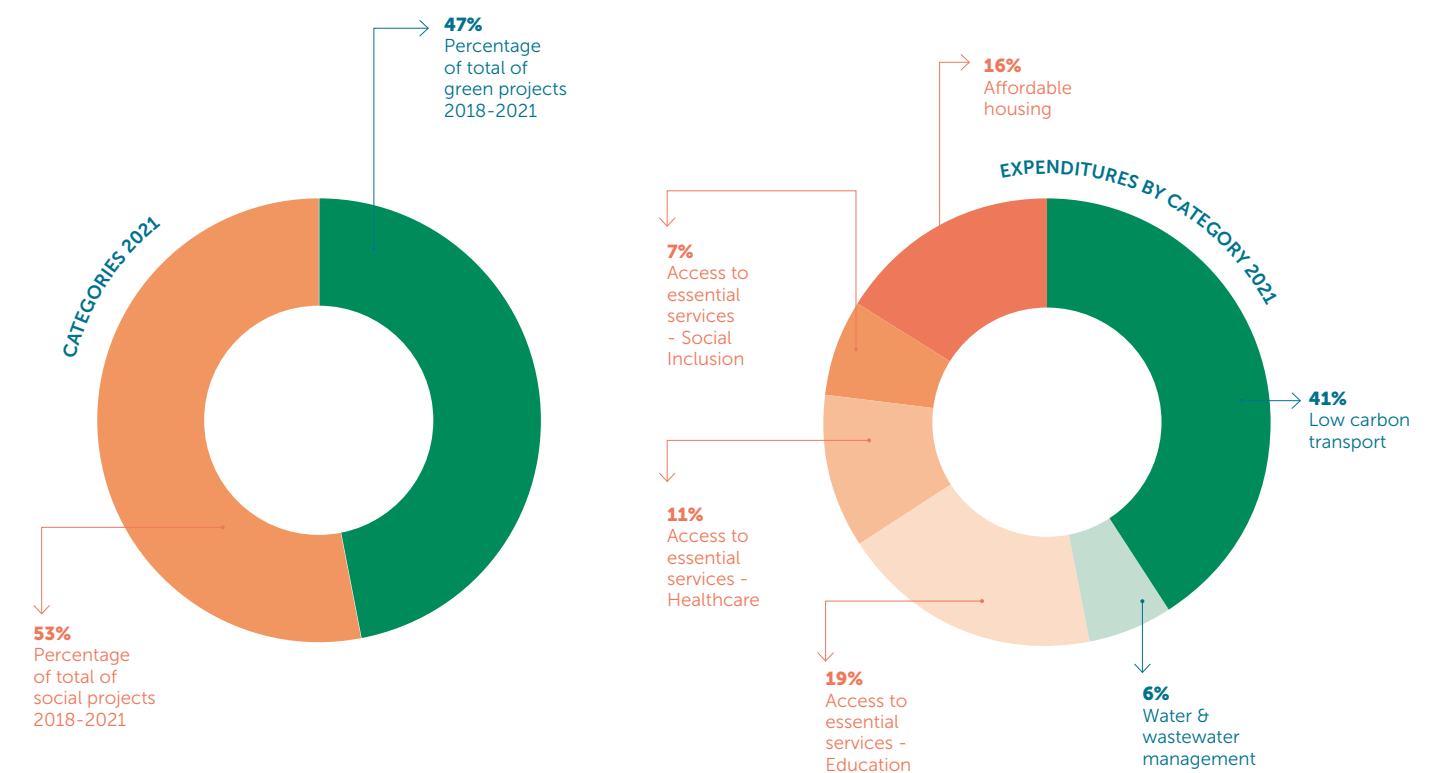
Out of the EUR 1.5 billion, a total amount of EUR 770 million have already been allocated during the years 2018 to 2020. During the year 2021, EUR 331 million have further been allocated among the 65 impact projects, covering 7 different categories (low carbon transport, water treatment, protection of the environment, education, healthcare, social inclusion, and affordable housing). For the year 2022, the unallocated amount of the Sustainability Bond adds up to around EUR 400 million.

For the sake of clarity and transparency, the Sustainability Bond Committee (SBC) decided to allocate the proceeds from the issued bond to specific projects instead of full state budget lines. On the one hand, this implies more workload for the impact definition and reporting process as well as for the allocation reporting. However, it allows a clearer identification of the allocation of the proceeds and underlines Luxembourg's aim for a maximum of transparency on the funded projects. One should bear in mind here that the Sustainability Bond does not necessarily cover entire projects, but mostly finances a share of the projects financed by the Luxembourg Government.

The COVID-19 pandemic has had significant impacts on the funded projects. Several projects have been delayed during the years 2020 and 2021 due to lockdowns, reduced activities or less availability of resources.

Moreover, the SBC was informed in September 2021 that the construction of a new hospital ("Südspidol") had been put on hold and that a significant delay is to be foreseen due to a new public tender that will have to be prepared. The Sustainability Bond Committee decided to stop financing the project through the Sustainability Bond and not to take into account expenses incurred after September 2021.

Overview of allocation amounts to green and social projects respectively and the expenditures per category of project.



3.1

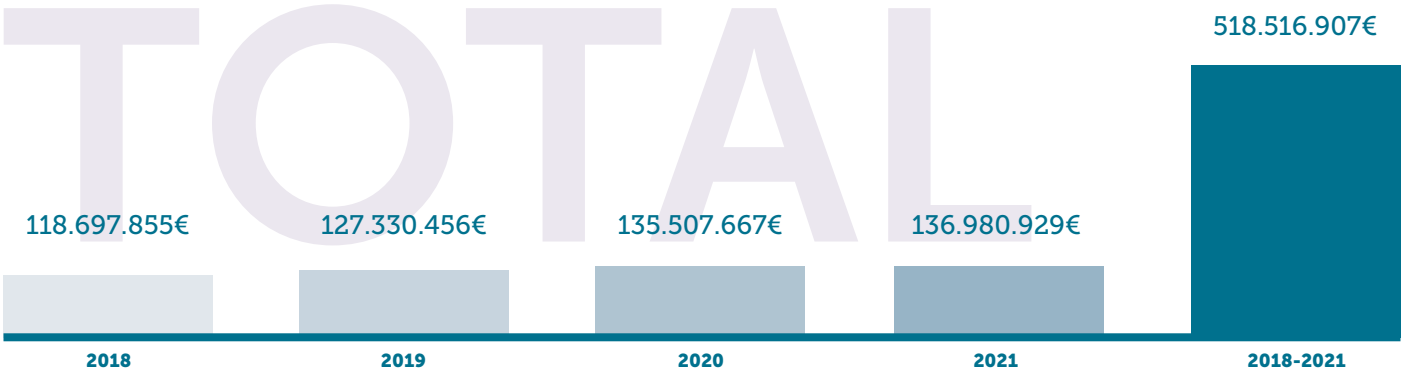
Allocation table

The following allocation tables provide an overview of how the funds of the Luxembourg Sustainability Bond have been allocated to the different relevant Government expenditures in the year 2021.

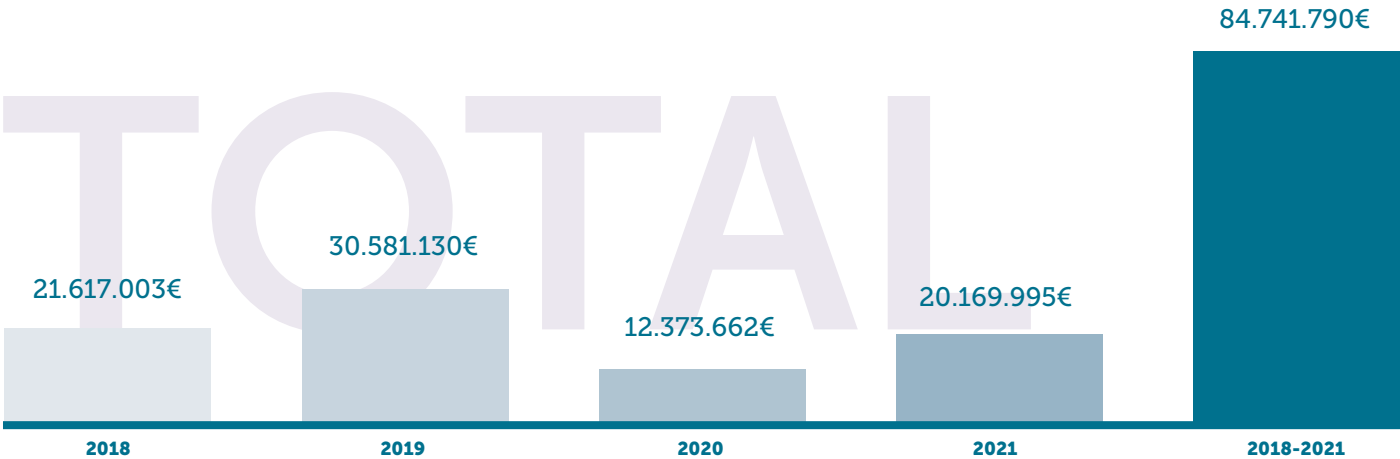


Low carbon transport						
	Project name	2018	2019	2020	2021	Total 2018-2021
Public transport	Luxembourg Tram (LuxTram) › Luxembourg City	36.262.909€	35.502.137€	63.104.052€	42.423.149€	177.292.247€

Infrastructure for low carbon transport	Construction of a new train line › Luxembourg City - Bettembourg	23.939.225€	31.673.194€	24.386.121€	21.128.273€	101.126.813€
	Adaptation of north side of the Luxembourg City train station › Luxembourg City	17.821.718€	15.524.605€	5.352.400€	2.180.834€	40.879.557€
	Construction of two new platforms at the Luxembourg City train station › Luxembourg City	3.732.512€	7.215.713€	11.351.553€	43.267.561€	65.567.339€
	Laying of second train tracks › Hamm-Sandweiler	19.415.334€	19.940.859€	5.540.480€	2.890.000€	47.786.673€
	Construction of a multimodal platform › Bettembourg	16.249.817€	8.450.377€	6.887.377€	2.623.305€	34.210.876€
	Modernisation of the train station › Rodange	1.276.340€	9.023.571€	18.885.684€	22.467.807€	51.653.402€

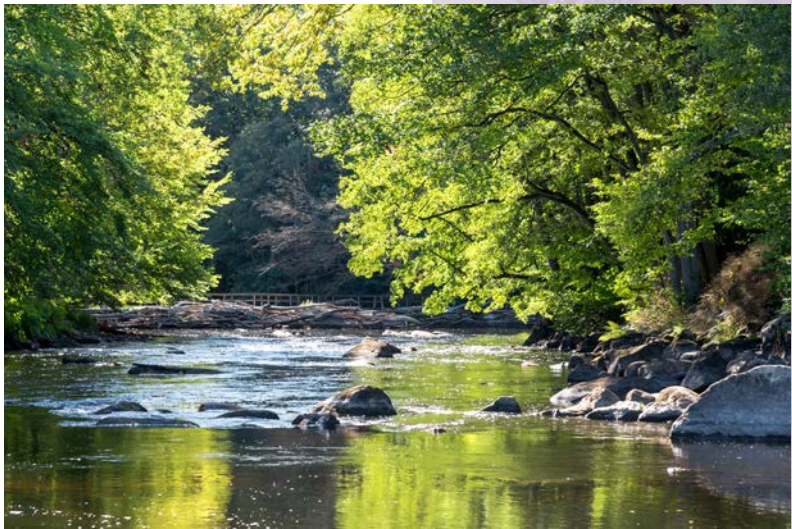


Water & wastewater management						
	Project name	2018	2019	2020	2021	Total 2018-2021
Support the development of water and wastewater management systems allowing to significantly improve water quality	Extension and modernization of the national drinking water treatment station (SEBES) › National Water Syndicate in Esch-sur-Sûre	3.500.000€	7.000.000€	7.000.000€	7.000.000€	24.500.000€
	Extension and modernization of the wastewater treatment plant › SIDEN in Blesbruck	10.895.498€	6.152.871€	- €	- €	17.048.369€
	Sanitation work in the Attert Valley › SIDERO in the Attert Valley	- €	4.851.427€	- €	2.065.135€	6.916.562€
	Evacuation and purification of wastewater generated by the municipalities of the Upper Moselle › AC Schengen in the Upper Moselle	864.094€	1.371.306€	701.433€	1.745.174€	4.682.007€
	Sanitation of the Lower Moselle with the construction of a new wastewater treatment plant › SIDEST at the Port of Mertert	5.601.954€	6.012.925€	95.550€	2.153.372€	13.863.801€
	Extension and modernization of the wastewater treatment plant › SIDEST in Uebersyren	755.457€	- €	127.764€	177.957€	1.061.178€
	Extension of the wastewater treatment plant › VdL in Beggen	- €	- €	- €	1.191.889€	1.191.889€
	Extension of the wastewater treatment plant › SIACH in Pétange	- €	5.192.601€	4.448.915€	5.836.468€	15.477.984€

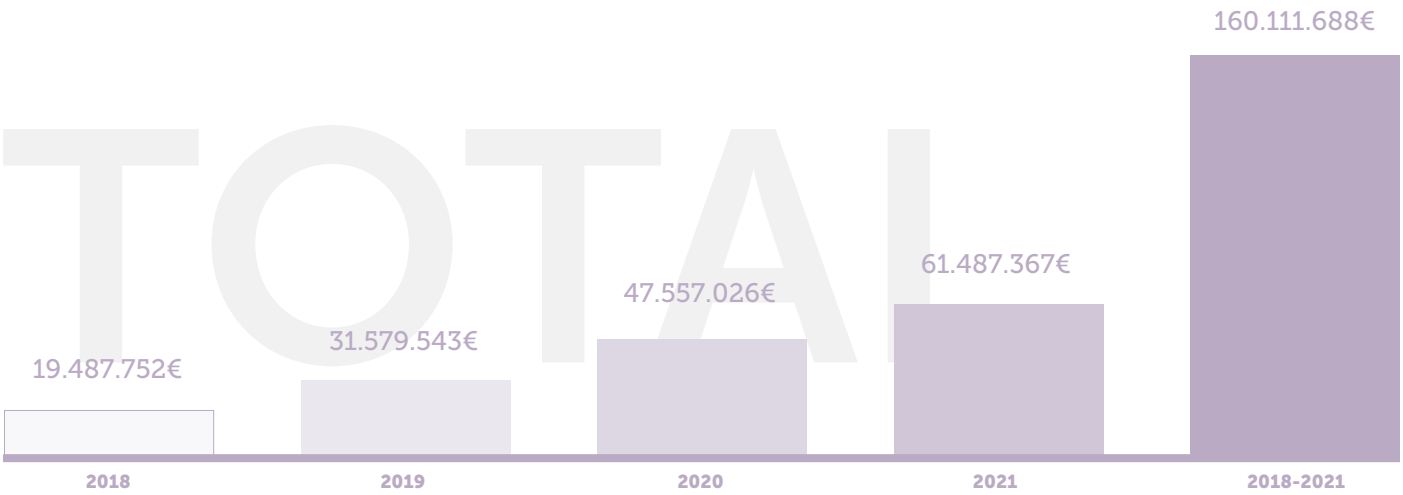


Protection of the environment						
	Project name	2018	2019	2020	2021	Total 2018-2021
Protection and restoration of healthy ecosystems and their services	Ecological renaturation of the Pétrusse valley * › Luxembourg City	- €	- €	- €	- €	- €

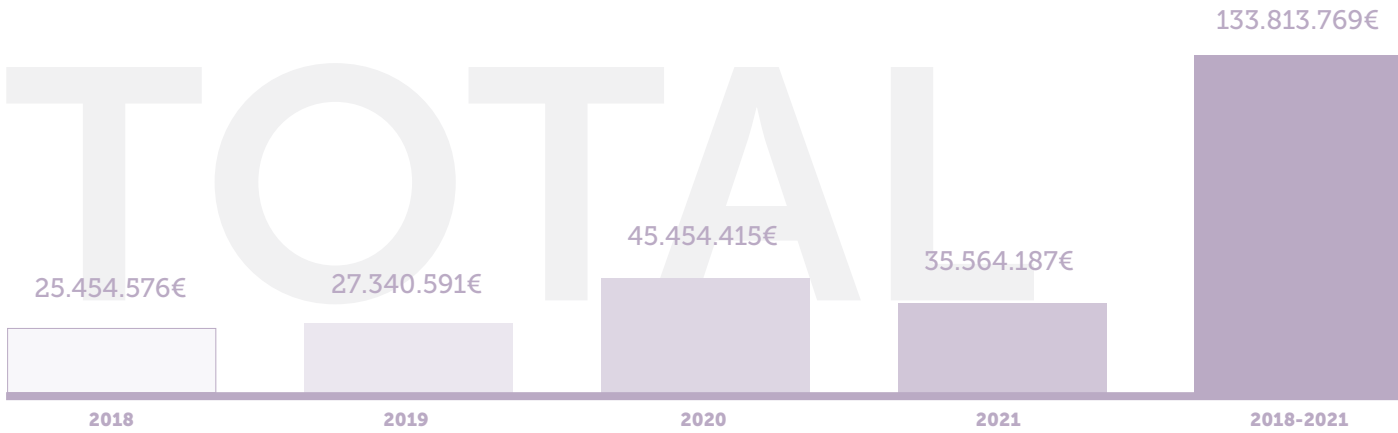
*Expenses for this project were scheduled to be reported in the 2021 and 2022 reports, but have been reported to allocation report 2022.



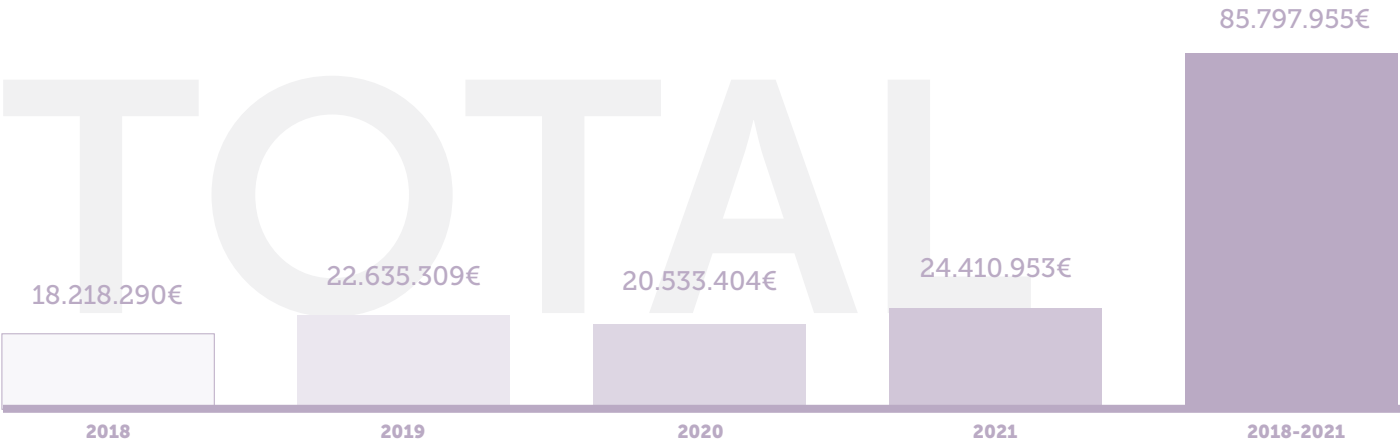
Access to essential services - Education						
	Project name	2018	2019	2020	2021	Total 2018-2021
Providing access to essential educational infrastructure and services for all	Construction of a new school restaurant › Ecole privée Fieldgen	- €	190.004€	500.171€	2.128.382€	2.818.557€
	Construction of a new child care facility › Project Wobrecken in Esch-sur-Alzette	- €	- €	2.045.375€	- €	2.045.375€
	Construction of new child care facility › Bertrange	2.476.750€	- €	- €	- €	2.476.750€
	Construction of a new child care facility › Campus Berchem-Bivange	2.251.750€	- €	- €	- €	2.251.750€
	Construction of a new child care facility and elementary school › Belval-Sud	3.059.000€	- €	- €	- €	3.059.000€
	Construction of a new child care facility and elementary school › Project Helperknapp in Brouch	- €	3.066.750€	- €	- €	3.066.750€
	Construction of a new highschool › International School in Differdange (public)	5.931.320€	10.099.072€	20.003.874€	13.522.854€	49.557.120€
	Renovation of a highschool › Lycée Michel Rodange	3.032.280€	10.653.265€	13.076.187€	22.921.001€	49.682.733€
	Renovation of a highschool › Lycée Classique Diekirch, annexe Mersch	861.786€	5.253.875€	5.072.476€	7.587.010€	18.775.147€
	Construction of a new school and sports hall › Lycée Technique pour Professions de Santé	1.874.866€	2.316.577€	6.858.943€	15.328.121€	26.378.507€



Access to essential services - Healthcare						
	Project name	2018	2019	2020	2021	Total 2018-2021
Provide access to essential healthcare infrastructure and services for all	Obstetrics Maternity and Gynecology Center › Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL)	767.383€	498.663€	103.192€	5.284€	1.374.522€
	Construction of a modular building with specialized pediatric beds * › Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL)	- €	- €	- €	- €	- €
	Extension of the National Institute of Cardiac Surgery and Interventional Cardiology (INCCI)	398.001€	398.882€	498.327€	912.620€	2.207.830€
	New construction for the CHL Hospital and the National Institute of Cardiac Surgery and Interventional Cardiology (INCCI) › Centre Hospitalier de Luxembourg & INCCI	- €	8.420.435€	2.107.828€	5.529.567€	16.057.830€
	Construction of a floor tower for geriatric rehabilitation beds, an integrated dialysis center, the National Center for Specialized Ophthalmology and an elective orthopedic service › Hôpitaux Robert Schuman - Kirchberg	- €	- €	- €	1.780.901€	1.780.901€
	Extension of the national service of juvenile psychiatry › Hôpitaux Robert Schuman - Kirchberg	2.263.331€	3.498.997€	3.770.332€	5.941.912€	15.474.572€
	Construction of a medical center with 10 single maternity rooms, 1 endoscopy room and 1 outpatient medical-technical unit › Hôpitaux Robert Schuman - Kirchberg & Clinique Bohler	4.064.091€	323.300€	51.045€	70.044€	4.508.480€
	New construction with 4 care units, a day hospital and radiology › Hôpitaux Robert Schuman - Zithaklinik	12.605.664€	8.420.005€	9.151.774€	7.227.336€	37.404.779€
	Construction of a therapeutic center for adolescents in Putscheid › Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique	793.012€	1.353.085€	2.340.871€	624.376€	5.111.344€
	Construction of a new extension for geriatric reeducation and care › Hôpital Steinfort	- €	- €	75.856€	109.135€	184.991€
	Construction of the new hospital "Südspidol" › Centre Hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) - Südspidol	- €	- €	20.458.049€	7.338.010€	27.796.059€
	Extention of the CHEM "Altbau 2" › Centre Hospitalier Emile Mayrisch (CHEM)	- €	- €	- €	2.320.414€	2.320.414€
	Extension of the hemodialysis service › Centre Hospitalier du Nord (CHdN)	4.563.094€	896.757€	221.145€	307.352€	5.988.348€
	Architectural measures to accommodate & installation of additional IRMs › all 4 hospital centers of the country	- €	2.734.900€	4.618.880€	1.172.424€	8.526.204€
	Increase in emergency rooms and daycare centers in the hospitals › all 4 hospital centers of the country	- €	795.567€	2.057.116€	2.224.812€	5.077.495€

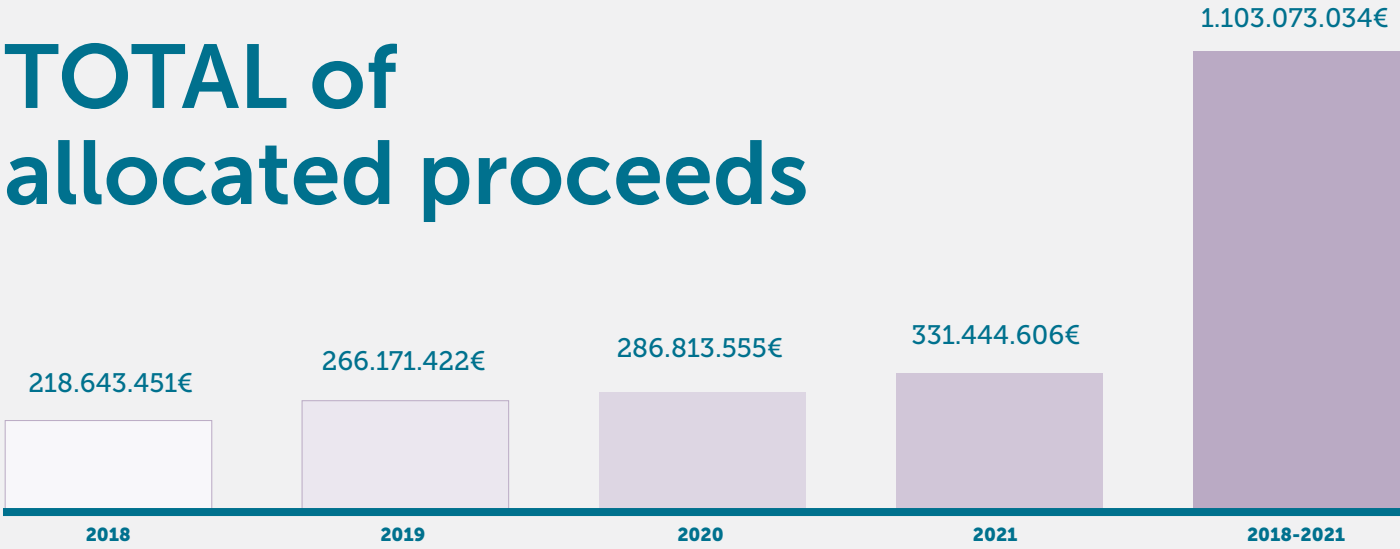
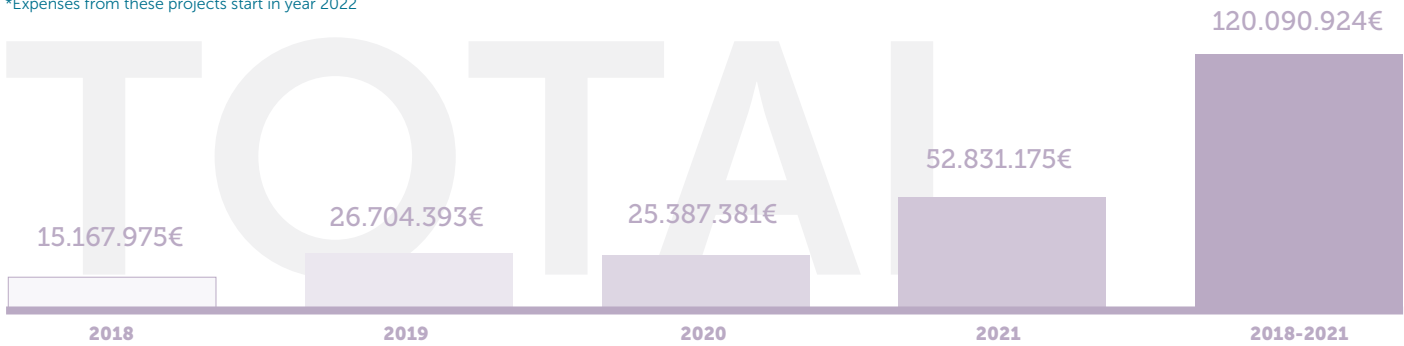


Access to essential services - Social inclusion						
	Project name	2018	2019	2020	2021	Total 2018-2021
Provide access to essential services for population groups at risk of social exclusion	Reception centers for people having applied for or benefiting from international protection › Sanem / Mühlenbach / Bettembourg / Bridel / Capellen / Rodange / Luxembourg City	157.095€	3.357.988€	63.903€	49.320€	3.628.306€
	Reception center for homeless people & multifunctional emergency structure for people in need › Sandweiler, Building A + B	6.642.997€	4.538.043€	864.037€	51.072€	12.096.149€
	Construction, renovation and transformation of different properties to create a new residential home and day center for persons with disabilities › Ettelbrück	9.247.479€	6.933.983€	3.238.886€	829.864€	20.250.212€
	Construction of a care home for the elderly › Differdange	- €	3.934.371€	8.984.276€	11.809.470€	24.728.117€
	Construction of a care home for the elderly › Bascharage	696.751€	1.324.841€	4.143.928€	8.515.084€	14.680.604€
	Construction of a reception center › Project "Jongenheem" Maison Porte Ouverte	1.139.664€	1.432.875€	1.088.950€	955.820€	4.617.309€
	Construction of a reception center › Project "Tandel-Fouhren" (Municipality & Arcus ASBL)	334.304€	1.113.208€	2.149.424€	2.200.322€	5.797.258€



Affordable housing						
	Project name	2018	2019	2020	2021	Total 2018-2021
Provide access to affordable housing to vulnerable population	Construction of an innovative and sustainable village "Elmen": 292 rental units and 96 properties in Kehlen/Olm › Société Nationale des Habitations à Bon Marché - 030	- €	- €	3.758.377€	581.965€	4.340.342€
	Construction of a building with 28 rental units (subsidized) in Differdange › Luxembourg Housing Fund - 011	1.036.429€	798.113€	1.653.103€	2.776.010€	6.263.655€
	Construction of a building with 23 rental units (subsidized) in Kopstal, Bridel › Luxembourg Housing Fund - 045	- €	515.534€	1.359.942€	281.204€	2.156.680€
	Construction of a building with 28 units in Junglinster › Luxembourg Housing Fund - 039	- €	- €	- €	437.571€	437.571€
	Construction of new properties with 117 rental units and 32 units dedicated for beneficiaries of individual housing allowances in Mamer * › Luxembourg Housing Fund - 067	- €	- €	- €	- €	- €
	Construction of a neighbourhood of 281 rental units and 120 properties for beneficiaries of individual housing allowances in Wiltz › Luxembourg Housing Fund - 099	- €	1.605.087€	- €	1.634.402€	3.239.489€
	Construction of a residence with 29 rental units and 3 properties in Grevenmacher › Société Nationale des Habitations à Bon Marché - 099	- €	5.618.184€	1.234.059€	4.193.964€	11.046.207€
	Construction of 31 rental units and 65 properties in Contern › Société Nationale des Habitations à Bon Marché - 014	- €	- €	2.561.202€	3.052.468€	5.613.670€
	Construction of 34 rental units in Luxembourg-City, Réimerwee I › Société Nationale des Habitations à Bon Marché - 021	4.196.556€	2.786.486€	243.353€	12.114€	7.238.509€
	Construction of 60 properties in Luxembourg-City, Réimerwee II › Société Nationale des Habitations à Bon Marché - 021	1.590.227€	- €	- €	57.931€	1.648.158€
	Construction of 39 rental units in Dudelange › Kierchefong - 003	- €	4.707.740€	3.010.606€	- €	7.718.346€
	Construction of 52 rental units in Vianden › Croix Rouge - 001	- €	- €	2.566.694€	6.588.180€	9.154.874€
	Construction of 28 units in Oberkorn › Oeuvres Paroissiales Oberkorn - 001	- €	- €	- €	577.051€	577.051€
	Construction of 37 rental units in Differdange › AC Differdange	- €	4.217.999€	- €	- €	4.217.999€
	Construction of 35 rental units in Luxembourg-City › Ville de Luxembourg - 007	8.344.763€	- €	- €	2.751.237€	11.096.000€
	Construction of 48 rental units in Differdange › AC Differdange	- €	- €	- €	12.221.926€	12.221.926€
	Governmental acquisition of land for the construction of affordable housing targeting low income persons › Luxembourg Housing Fund & Société Nationale des Habitations à Bon Marché	- €	6.455.250€	9.000.045€	17.665.152€	33.120.447€

*Expenses from these projects start in year 2022



Amount of unallocated proceeds (to be invested in 2022):

396.926.966 €



Impact Report

Under the Sustainability Bond Framework, the SBC committed to publishing an Impact Report covering all the years in which the proceeds are allocated to the relevant projects and specific impact indicators, until full allocation of the Sustainability Bond proceeds. This report is based as far as possible, on existing public reports on the different projects as well as direct interactions with the competent ministries, project owners and project managers.

The purpose of the impact report is to provide investors with a better understanding of the possible environmental and social impacts of the eligible projects. The analysis in this report uses a number of key impact indicators in an effort to measure the impact of the projects.

The SBC has worked with a team of experts in order to identify the different impact indicators as well as to draft an impact methodology. The methodology used in this report is identical to the one employed in the first Impact Report of the Sustainability Bond.

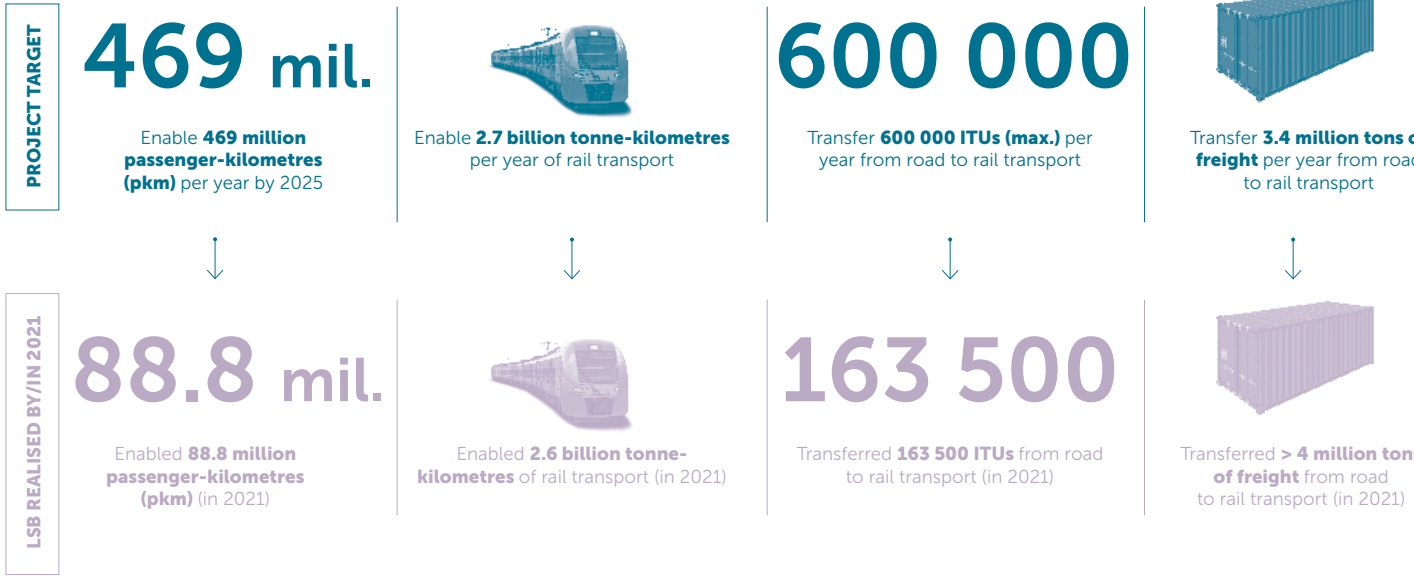
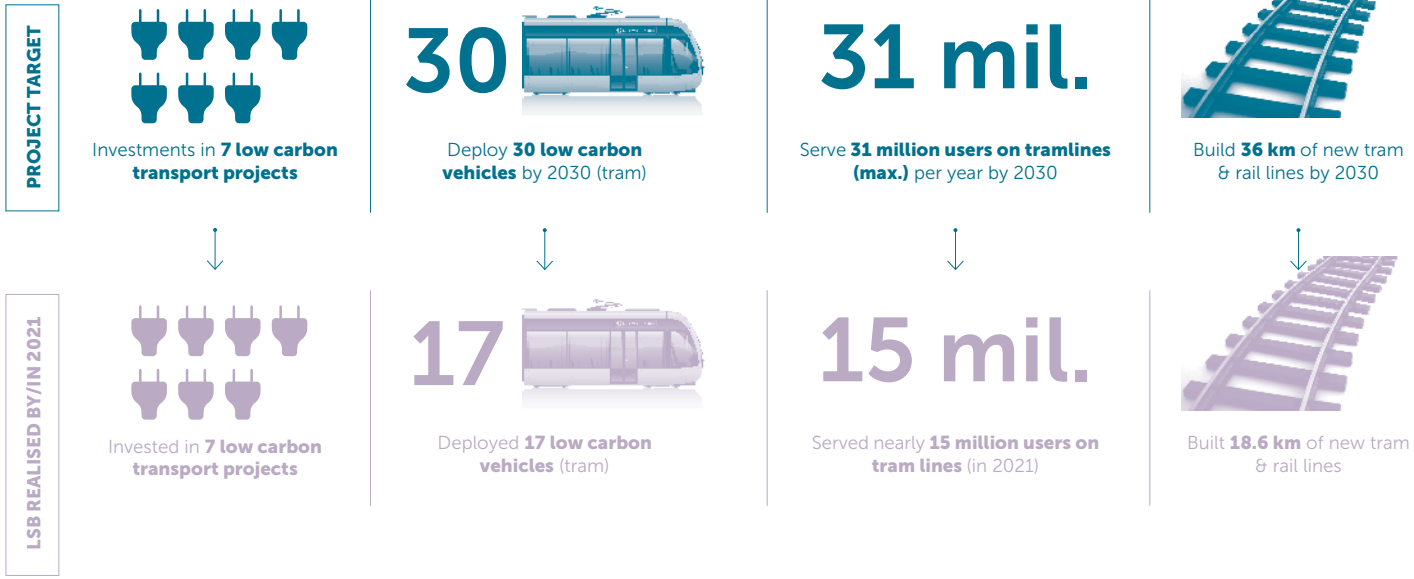
The impact share of the Luxembourg Sustainability Bond is a share of each impact indicator, corresponding to the Luxembourg Sustainability Bond financing contribution to the total project financing covering the total costs of each project. This share is listed, for each project, in the Impact Table published on the website of the Luxembourg State Treasury.

The following pages will provide an overview of the investment projects and the relevant impact indicators for the year 2021, for each of the 7 categories of green and social projects. For each category, the pertinent indicators are provided, with their target over the years 2018-2022 and the realization of these indicators until the end of 2021. For detailed explanations of the project descriptions and impacts, please refer to the 2018-2020 Impact Report (pages 20-39).



4.1

Low Carbon Transport



SDGs targeted (Primary and secondary)



NUMBERS:
LIGHT = Expected
BOLD = Realised

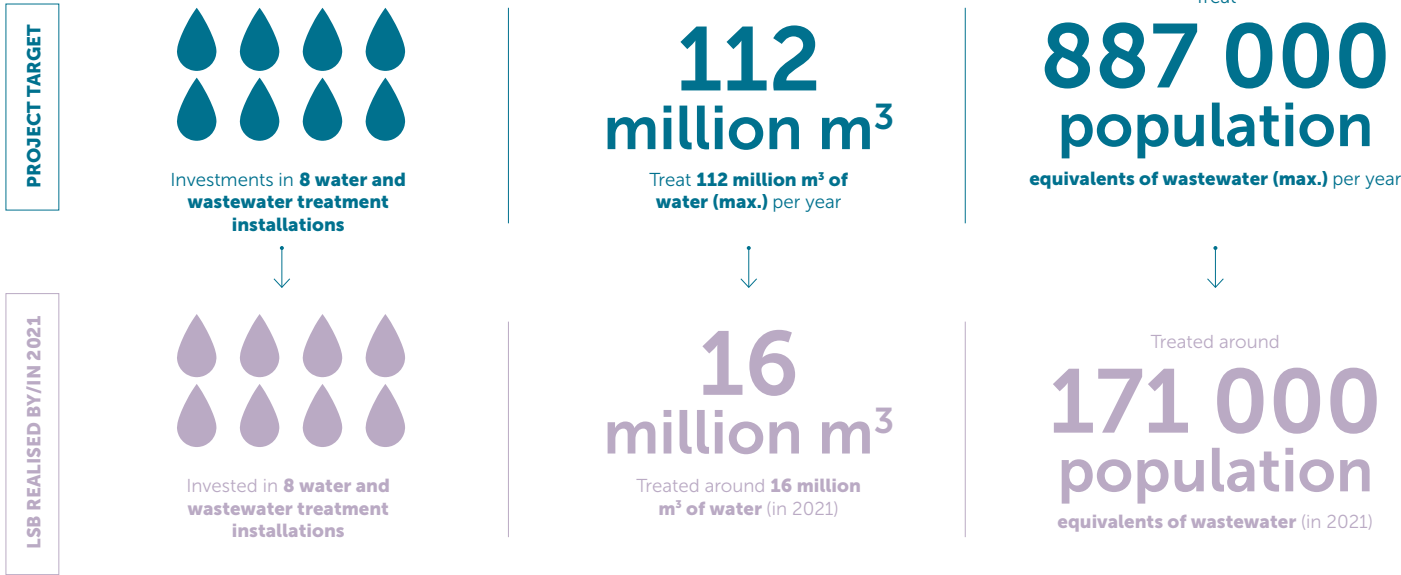
Impact data by/in 2021							
Deployed low carbon vehicles¹ (#)	Users on tramline² (#)	km of new tram lines / rail lines (km)	passenger-kilometres in 2021³ (pkm)	tonne-kilometres per year of rail transport⁴ (tkm)	Transfer of Intermodal Transport Units (ITU) in 2021⁵ (#)	Freight transfer per year from road to rail transport⁶ (t)	t CO2e avoided⁷ (t CO2e)
17	14 900 793	7.6	84 962 500	-	-	-	194 490
-	-	7.5	32 853 600	62 202 816	-	-	93 425
-	-	1.5	-	-	-	-	-
-	-	0.563	-	-	-	-	-
-	-	6.2	3 065 968	-	-	-	-
-	-	4.2	-	-	163 471	4 007 180	-
-	-	-	-	-	-	-	-

1. Number of low carbon vehicles (trams) deployed
2. Number of users served on new tram line
3. Passenger-kilometers on additional low carbon transport infrastructure
4. Number of tonne - kilometers enabled for rail transport due to modal freight shift from road to rail

5. Number of freight containers and semi-trailers (ITU) and tons transferred from road to rail transport
6. Tons of freight transferred from road to rail transport
7. Avoided CO₂e emissions due to modal shift in passenger transport

4.2

Water and Wastewater Treatment



SDGs targeted (Primary and secondary)



NUMBERS:
LIGHT = Expected
BOLD = Realised

			Impact data by/in 2021						
Projects	LSB allocated amount in 2021 (€)	Share of LSB allocated amount of total project costs	Annual water treatment (m3)	Drinking water treatment for users (# of users)	Wastewater treatment in person equivalents (p.e.)	Additional users served at enlarged existing and new plants (# of users)	Newly equipped water and wastewater treatment plants¹ (# of plants)	Treatment of dry solids of sewage sludge in anaerobic digestion (t/year)	Production of biogas for energy generation (m3/year)
Extension and modernization of the national drinking water treatment station (SEBES) > National Water Syndicate in Esch-sur-Sûre	7 000 000	3%	16 210 000	577 604	-	New plant	1	-	-
Extension and modernization of the wastewater treatment plant > SIDEN in Blesbruck	-	0%	6 665 130	-	56 000	50 000	1	1 041	287 731
Sanitation work in the Attert Valley > SIDERO in the Attert Valley	2 065 135	3%	-	-	-	-	-	-	-
Evacuation and purification of wastewater generated by the municipalities of the Upper Moselle > AC Schengen in the Upper Moselle	1 745 174	3%	1 762 246	-	14 861	New plant	0	-	-
Sanitation of the Lower Moselle with the construction of a new wastewater treatment plant > SIDEST at the Port of Mertert	2 153 372	2%	1 050 000	-	22 086	New plant	1	450	175
Extension and modernization of the wastewater treatment plant > SIDEST in Uebersyren	177 957	0.1%	17 628 624	-	122 000	96 000	1	1 400	697 320
Extension of the wastewater treatment plant > VdL in Beggen	1 191 889	0.4%	16 060 000	-	270 000	190 000	1	8 450	3 832 500
Extension of the wastewater treatment plant > SIACH in Pétange	5 836 468	8%	6 450 000	-	78 000	65 000	0	939	680 000

1. Water and wastewater with micro-pollutant treatment and other advanced treatment, above EU requirements

4.3

Protection of the Environment

Primary environmental objective: Protection and restoration of biodiversity and ecosystem restoration EO_6

Secondary environmental objectives: Climate change adaptation EO_2 (flood control), pollution prevention and control EO_5 & sustainable use and protection of water EO_3 (river water quality)

SDGs targeted (Primary and secondary)



Primary



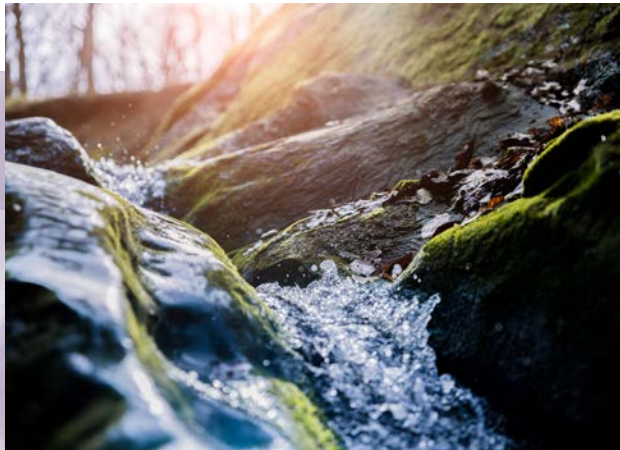
Secondary



NUMBERS:
LIGHT = Expected
BOLD = Realised

Impact data by/in 2021						
Projects	LSB allocated amount in 2021 (€)	Share of LSB allocated amount of total project costs	Expected area of protected and restored habitats (hectares) ¹	Expected increase on protected habitats – National (m2)	Expected increase on protected habitats - EU Natura 2000 (m2)	Hedges planted (expected) (m2)
Ecological renaturation of the Pétrusse valley * › Luxembourg City	-	0%	8.6	8 097	4 664	673

1. National and EU Natura 2000
2. for 100 year river flows events HQ100 of 55m3/s
*Expenses from these projects start in year 2022



4.4

Education

SDGs targeted (Primary and secondary)



Primary



Secondary



NUMBERS:
LIGHT = Expected
BOLD = Realised

Impact data by/in 2021

Projects	LSB allocated amount in 2021 (€)	Share of LSB allocated amount of total project costs	Expected increase of total student capacity (# of students)
Construction of a new school restaurant › Ecole privée Fieldgen	2 128 382	12%	80
Construction of a new child care facility › Project Wobrecken in Esch-sur-Alzette	-	0%	381
Construction of new child care facility › Bertrange	-	0%	482
Construction of a new child care facility › Campus Berchem-Bivange	-	0%	437
Construction of a new child care facility and elementary school › Belval-Sud	-	0%	593
Construction of a new child care facility and elementary school › Project Helperknapp in Brouch	-	0%	600
Construction of a new highschool › International School in Differdange (public)	13 522 854	18%	1 050
Renovation of a highschool › Lycée Michel Rodange	22 921 001	36%	0
Renovation of a highschool › Lycée Classique Diekirch, annexe Mersch	7 587 010	15%	750
Construction of a new school and sports hall › Lycée Technique pour Professions de Santé	15 328 121	14%	1 200

4.5

Healthcare

PROJECT TARGET



Investments in **15 health-care projects**



550 beds

Increase the total bed capacity by around **550 beds**

45 000 patients

Increase the total patient capacity by **> 45 000 patients**

LSB REALISED BY/IN 2021



Invested in **15 healthcare projects**



24 beds

Increased the total bed capacity by **24 beds**

105 patients

Increased the total patient capacity by **105 patients**



SDGs targeted (Primary)



NUMBERS:
LIGHT = Expected
BOLD = Realised

Impact data by/in 2021

Projects	LSB allocated amount in 2021 (€)	Share of LSB allocated amount of total project costs	Increase of bed capacity (# of beds)	Increase of total patient capacity (# of patients)	Increase of the maternity ward capacity (# of births)
Obstetrics Maternity and Gynecology Center › Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL)	5 284	0.01%	0	-	655
Construction of a modular building with specialized pediatric beds * › Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL)	-	0%	2	150	-
Extension of the National Institute of Cardiac Surgery and Interventional Cardiology (INCCI) › Centre Hospitalier de Luxembourg & INCCI	912 620	8%	2	520	-
New construction for the CHL Hospital and the National Institute of Cardiac Surgery and Interventional Cardiology (INCCI) › Centre Hospitalier de Luxembourg & INCCI	5 529 567	2%	470	5 000	-
Construction of a floor tower for geriatric rehabilitation beds, an integrated dialysis center, the National Center for Specialized Ophthalmology and an elective orthopedic service › Hôpitaux Robert Schuman - Kirchberg	1 780 901	1%	20	80	-
Extension of the national service of juvenile psychiatry › Hôpitaux Robert Schuman - Kirchberg	5 941 912	31%	7	125	-
Construction of a medical center with 10 single maternity rooms, 1 endoscopy room and 1 outpatient medical-technical unit › Hôpitaux Robert Schuman - Kirchberg & Clinique Bohler	70 044	1%	10	0	-
New construction with 4 care units, a day hospital and radiology › Hôpitaux Robert Schuman - Kirchberg & Clinique Bohler	7 227 336	12%	0	0	-
Construction of a therapeutic center for adolescents in Putscheid › Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique	624 376	9%	16	29	-
Construction of a new extension for geriatric reeducation and care › Hôpital Steinfurt	109 135	0.5%	10	110	-
Construction of the new hospital "Südspidol" › Centre Hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) - Südspidol	7 338 010	2%	16	20 000	370
Extension of the CHEM "Altbau 2" › Centre Hospitalier Emile Mayrisch (CHEM)	2 320 414	26%	-	-	-
Extension of the hemodialysis service › Centre Hospitalier du Nord (CHdN)	307 352	5%	6	76	-
Architectural measures to accommodate & installation of additional IRMs › all 4 hospital centers of the country	1 172 424	13%	-	20 000	-
Increase in emergency rooms and daycare centers in the hospitals › all 4 hospital centers of the country	2 224 812	7%	-	-	-

*Expenses from these projects start in year 2022

4.6

Social Inclusion

SDGs targeted (Primary and secondary)



NUMBERS:
LIGHT = Expected
BOLD = Realised

Projects	LSB allocated amount in 2021 (€)	Share of LSB allocated amount of total project costs
Reception centers for people having applied for or benefiting from international protection › Sanem / Mühlenbach / Bettembourg / Bridel / Capellen / Rodange / Luxembourg City	49 320	0.3%
Reception center for homeless people and multifunctional emergency structure for people in need - Sandweiler, Building A + B » › Sandweiler	51 072	0.4%
Construction, renovation and transformation of different properties to create a new residential home and day center for persons with disabilities › Ettelbrück	829 864	3%
Construction of a care home for the elderly › Differdange	11 809 470	19%
Construction of a care home for the elderly › Bascharage	8 515 084	13%
Construction of a reception center › Project "Jongenheim" Maison Porte Ouverte	955 820	15%
Construction of a reception center › Project "Tandel-Fouhren" (Municipality & Arcus ASBL)	2 200 322	14%

Impact data by/in 2021					
Increase of housing capacity for people having applied for or benefiting from international protection (#)	Increase of the housing capacity for troubled adolescents (#)	Increase of accommodation capacity for homeless people and rescued people in case of emergency (#)	Provision of additional care home capacity for elderly people (#)	Provision of a residential care home for persons with disabilities (#)	
611	-	-	-	-	
-	-	106	-	-	
-	-	-	-	100	
-	-	-	114	-	
-	-	-	201	-	
-	32	-	-	-	
-	33	-	-	-	

4.7

Affordable Housing



SDGs targeted (Primary and secondary)



NUMBERS:
LIGHT = Expected
BOLD = Realised

Impact data by/in 2021

Projects	LSB allocated amount in 2021 (€)	Share of LSB allocated amount of total project costs	# of finished housing units built	# of eligible affordable housing beneficiaries	Energy performance certificate (EPC) classes
Construction of an innovative and sustainable village ""Elmen"": 292 rental units and 96 properties in Kehlen/Olm ¹ › Société Nationale des Habitations à Bon Marché - 030	581 965	0.2%	0	892	AAA - BBB
Construction of a building with 28 rental units (subsidized) in Differdange › Luxembourg Housing Fund - 011	2 776 010	43%	28	64	BBA
Construction of a building with 23 rental units (subsidized) in Kopstal, Bridel › Luxembourg Housing Fund - 045	281 204	2%	0	52	AAA - BBA
Construction of a building with 28 units in Junglinster › Luxembourg Housing Fund - 039	437 571	2%	0	64	AAA - BBA
Construction of new properties with 117 rental units and 32 units dedicated for beneficiaries of individual housing allowances in Mamer * › Luxembourg Housing Fund - 067	-	0%	0	373	-
Construction of a neighbourhood of 281 rental units and 120 properties for beneficiaries of individual housing allowances in Wiltz › Luxembourg Housing Fund - 099	1 634 402	0.2%	0	922	-
Construction of a residence with 29 rental units and 3 properties in Grevenmacher › Société Nationale des Habitations à Bon Marché - 099	4 193 964	30%	32	73	AAA
Construction of 31 rental units and 65 properties in Contern › Société Nationale des Habitations à Bon Marché - 014	3 052 468	4%	48	299	AAA - BBA
Construction of 34 rental units in Luxembourg City, Réimerwee I › Société Nationale des Habitations à Bon Marché - 021	12 114	0.1%	34	78	AAA
Construction of 60 properties in Luxembourg City, Réimerwee II › Société Nationale des Habitations à Bon Marché - 021	57 931	0.3%	60	138	AAA
Construction of 39 rental units in Dudelange › Kierchefong - 003	-	0%	0	89	-
Construction of 52 rental units in Vianden › Croix Rouge - 001	6 588 180	37%	0	119	AAA
Construction of 28 units in Oberkorn › Oeuvres Paroissiales Oberkorn - 001	577 051	9%	0	69	-
Construction of 37 rental units in Differdange › AC Differdange	-	0%	37	85	BBA
Construction of 35 rental units in Luxembourg City › Ville de Luxembourg - 007	2 751 237	19%	35	80	AAA
Construction of 48 rental units in Differdange › AC Differdange	12 221 926	51%	0	110	ACA
Governmental acquisition of land for the construction of affordable housing targeting low income persons › Luxembourg Housing Fund & Société Nationale des Habitations à Bon Marché	17 665 152	-	-	-	-

*Expenses for these projects start in year 2022
1. The LSB co-finance the first partial development plan (PAP), which includes 292 rental units and 96 properties (as opposed to 375 houses and 375 apartments for the complete project).

5 Case Studies

Extension of the national service of juvenile psychiatry

The Robert Schuman Hospitals have ongoing work on new constructions and extensions of existing buildings. One of the projects is the extension of the National Service for Juvenile Psychiatry (SNPJ). This extension is based on an additional need of at least 40% of capacity for the year 2021¹³, allowing the inpatient unit to increase its capacity from 23 to 30 places¹⁴. The SNPJ, located in the Robert Schuman Hospitals, takes in charge young people with psychiatric disorders between the ages 13 and 18, has been housed in a new building within the Kirchberg Hospital since September 2021. One of its particularities is that one of the floors encompasses a school managed by the Ministry of Education, which recreates the school environment while allowing the young people to follow their therapeutic treatment. *A multidisciplinary team supports adolescents suffering from all types of disorders including anxiety, depression, eating disorders, psychosis, suicidal crises, adjustment disorders, post-traumatic syndromes, substance dependency, acute aggression syndromes, and personality disorders*¹⁵.

The extension of the SNPJ is an essential step to easing the current situation, both for workers and for patients, to face an increase in mental health disorders and of their severity among younger people. Over the past years, and since the green paper of the EU in 2005 underlining the importance to improve the population's mental health, and especially that of underage people, more weight has been put on this aspect of society's wellbeing.



¹³ Rapport d'analyse prévisionnel de l'enveloppe budgétaire globale des dépenses du secteur hospitalier 2020 (gouvernement.lu)
¹⁴ Les ados atteints de troubles psychiatriques ont un nouveau refuge (lequotidien.lu)
¹⁵ Service national de psychiatrie juvénile | Hôpitaux Robert Schuman (hopitauxschuman.lu)

Construction of a care home for the elderly

In Oberkorn (Differdange), a new care center for the elderly, "Woiwer", is being constructed by SERVIOR, the largest accommodation manager for seniors in Luxembourg, to relieve the old building "Thillebiere". The "Woiwer" care center is being built on a one-hectare site in the lower part of the new "Woiwer" residential eco-district. Its ecological scope can be seen in every part of its composition. It is planned to open its doors in the third trimester of 2022¹⁶. Besides an "ABA" energy class, which implies a very efficient energy balance, the building will be equipped with triple glazing, will benefit from district heating, will be covered with green roofs and integral solar protection, and the thermal insulation is planned to cover every part of the building, including the foundations. The house will benefit from a wastewater network, dedicated to medicated water, and will incorporate retention basins. The new care center is a cornerstone in the modernization of SERVIOR's accommodation capacity in the southwest of the country, encompassing 200 rooms. Its role is essential, especially in a country where the demand for accommodation for the elderly is growing. The architecture of the new four-story home focuses on the needs of the elderly generation; it will offer adapted, modern and innovative spaces for the residents and their families as well as for the care and support staff who accompany them. Its structures and services (grocery store, cafeteria, hairdressing salon, multi-purpose room, community hall, etc.) will promote social life and the diversity of living.



17



18

¹⁶Woiwer (en construction) - Servior
¹⁷A Differdange, SERVIOR construit un avenir durable - Servior
¹⁸« Woiwer » à Differdange : plus qu'une maison moderne, une réflexion globale de prise en charge - Servior

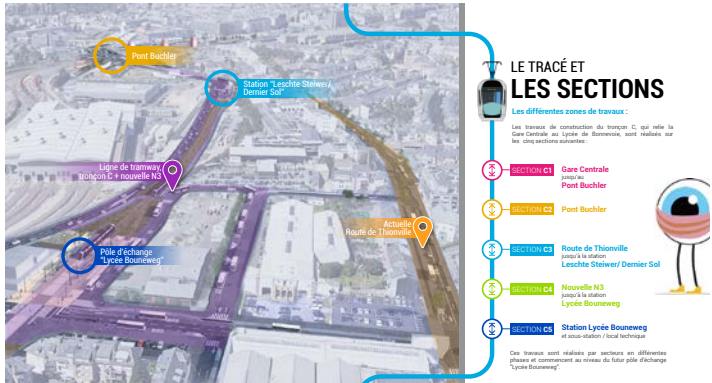
UPDATES ON PREVIOUS
CASE STUDIES

The new Tram in Luxembourg City

Construction works for the new tram in Luxembourg, which is built in stages, began in 2015. The first section of the tramline was inaugurated in December 2017. Since December 2020, it serves 15 stations of which 5 multimodal hubs.

Beginning in April 2021, the works on section “C” of the tram line, which will link the Central station to the Lycée de Bonnevoie, will finish in September 2022 and Section C will finally be put into service. The tram will run on this new 1.2 km section and serve 2 new stations, including a new multimodal hub (*):

- LESCHTE STEIWER / DERNIER SOL
- LYCÉE BOUNEWEG (*)



19

UPDATES ON PREVIOUS
CASE STUDIES

“Südspidol”

The “Südspidol” is a merger of three hospitals in the south of Luxembourg. It will be the second largest hospital in the country and is meant to support the whole south of Luxembourg.

In 2021, the directorate of the *Centre Hospitalier Emile Mayrisch* (CHEM) terminated the contract with the design consortium Health Team Europe (HTE), who had won the competition initiated in October 2015 for the construction of the “Südspidol”. Even if the planning work has been launched in 2012, and that EUR 37.8 million have already been committed, a number of problems had arisen. As a result, on September 2nd, the Board of Directors, following the favourable opinion of the Tenders Committee and in compliance with the applicable procedures, terminated the contract²⁰. Due to the unilateral termination, the project will be delayed for at least five more years.

The SBC received the news in the last quarter of 2021. In view of these difficulties, the SBC then eventually decided to stop financing the project. So far, the Sustainability Bond has contributed to a part of the expenses incurring in 2020 and 2021, amounting to around EUR 27.8 million and representing 6% of the expected total project costs. The remaining allocation amounts, which were initially dedicated to the “Südspidol” project for the year 2022, have accordingly been reallocated to other projects.

¹⁹Tronçon C | Luxtram.lu – Un tram pour la Ville de Luxembourg

²⁰Le Südspidol contraint de se séparer de ses concepteurs | Paperjam News

UPDATES ON PREVIOUS
CASE STUDIES

“Elmen” – Affordable Housing in Kehlen/Olm

With its urbanistic and innovative approach, The *Société Nationale des Habitations à Bon Marché* (SNHBM) is creating a pleasant living environment for future residents, with the emphasis on a human-scale neighborhood and a high quality of life. The aim is to provide 375 new houses and 375 apartments to 2.000 occupants at the end of the three phases of the project. *Elmen* is part of the European *Interreg GReNEFF* project, which aims to finance innovative green neighborhoods and energy efficient social housing in the Greater Region.

After a first round of sales set off in July 2020, the second sales phase started in March 2021. A total of 87 single-family houses and 93 apartments were sold during these two sales rounds. Additional apartments are under construction for social renting.

In November 2021, the first steps for the construction of a new school building in the new village of Elmen were set.

A third sales round, including single-family houses and apartments, is planned to be launched by the end of the year 2022 or at the beginning of 2023.

By the end of 2022, the first occupants are expected to move in their new homes, eventually bringing Elmen to life.



20



21

²⁰ Source: SNHBM

²¹ Source: Administration communale Kehlen

Other topics related to the Sustainability Bond

Feedback on the previous sustainability bond reporting

The Sustainability Bond has been well received by investors and the first Sustainability Bond Report was published in September 2021. After the publication of the Report, the SBC contacted the investors twice to receive feedback on the Report. However, no feedback was submitted, which the Committee interpreted as a positive sign and as the Report being clear, extensive and sufficiently detailed. Nevertheless, this year's report is meant to provide more in-depth information regarding the green and social projects financed by the LSB and their impact.

Outlook

For any future issuances of such bonds, the currently existing Sustainability Bond Framework will be updated and adjusted accordingly, as the LSB is exclusively founded on the drafts of the EU Taxonomy, which had not been in place yet at the time of the creation and the launch of the LSB.

Potential future sustainability bonds would be structured in accordance with the 2021 proposed EU Green Bond Standard (the "EU GBS") and the final EU Taxonomy with its Delegated Acts, in addition to the ICMA Green Bond Principles 2018, the ICMA Social Bond Principles 2020, and the ICMA Sustainability Bond Guidelines 2018.

Acknowledgments

This Report was produced by the Sustainability Bond Committee under the responsibility of the Luxembourg State Treasury, with the valuable collaboration of the different ministries and bodies that are responsible for allocated expenditures under the Sustainability Bond, as well as with input from the different benefiting institutions themselves.

The SBC is grateful for the many contributions, valuable input and assistance, in particular regarding the continuous and ongoing measurement of the impact indicators and the collection of the actual impact data, and the review of this Report.

The involved Government departments and State bodies are as follows:

- Luxembourg Ministry for the Environment, Climate and Sustainable Development,
- Luxembourg Ministry of Transport and Public Works,
- Luxembourg Ministry of Health,
- Luxembourg Ministry of Housing,
- Luxembourg Ministry of Education, Children and Youth,
- Luxembourg Ministry of Family Affairs, Integration and the Greater Region,

- Luxembourg Ministry of Foreign Affairs' National Reception Office,
 - Luxembourg Water Management Administration.
- The benefiting entities/institutions:
- Luxtram S.A.,
 - Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (CFL) – National Rail Network,
 - Syndicat des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) – Water treatment plant,
 - Syndicat Intercommunal de Dépollution des Eaux résiduaires du Nord (SIDEN),
 - Syndicat intercommunal de dépollution des eaux résiduaires de l'Est (SIDESE),
 - Syndicat intercommunal pour l'assainissement du bassin de la Chiers (SIACH),
 - Administration Communale de Schengen,
 - Ville de Luxembourg, Service Canalisation.

The SBC would again like to thank 4Climate, who, together with INFRAS, Beissel & Ruppert and Efor-Ersa helped identify the green impact indicators, estimated the environmental benefits including the calculation of avoided greenhouse gas emissions as well as elaborated the green impact methodology.

APPENDIX
Compliance
Review by
Sustainalytics



The Grand Duchy of Luxembourg

Type of Engagement: Annual Review
Date: August 24, 2022
Engagement Team:
Lea Muething, lea.muething@sustainalytics.com, (+44) 20 31070137
Chetna Chauhan, chetna.chauhan@sustainalytics.com

Introduction

In September 2020, The Grand Duchy of Luxembourg (“Luxembourg”) issued a sustainability bond under the Grand Duchy of Luxembourg Sustainability Bond Framework¹ (the “Framework”) aimed at financing green and social expenditures in order to achieve the ambitions set out in Luxembourg’s “National Plan for Sustainable Development”.² Sustainalytics provided a Second Party Opinion³ on the Framework in August 2020. In August 2022, Luxembourg engaged Sustainalytics to review the projects funded in 2021 through the issued sustainability bond and provide an assessment as to whether the projects met the Use of Proceeds criteria and the Reporting commitments outlined in the Framework.

As per the impact report 2020, Luxembourg financed and refinanced expenditures for 65 projects incurred in the budget years 2018 to 2020 with total disbursements of EUR 771.6 million.⁴ In 2021, Luxembourg financed 65 projects with total disbursements of EUR 331 million.⁵ Newly financed projects in 2021 were within the following six Framework categories: (i) Low Carbon Transport, (ii) Water and Wastewater Management, (iii) Access to Essential Services - Education, (iv) Access to Essential Services - Healthcare, (v) Access to Essential Services - Social Inclusion, and (vi) Affordable Housing.

Evaluation Criteria

- Sustainalytics evaluated the projects and assets funded in 2021 based on whether the projects and programmes:
1. Met the Use of Proceeds and Eligibility Criteria outlined in the Grand Duchy of Luxembourg Sustainability Bond Framework; and
 2. Reported on at least one of the Key Performance Indicators (KPIs) for each Use of Proceeds criteria outlined in the Grand Duchy of Luxembourg Sustainability Bond Framework.

Table 1 lists the Use of Proceeds, Eligibility Criteria, while Table 2 lists the associated KPIs.

Table 1: Use of Proceeds, Eligibility Criteria

Use of Proceeds	Eligibility Criteria
Green Buildings	• Construction and acquisition of energy efficient buildings • Renovation of existing buildings
Energy Transition	• Renewable energy: construction and operation of electricity generation facilities supporting a transition to a net-zero emissions economy • Energy efficient appliance and lighting
Low Carbon Transport	• Low carbon transportation including: - Public transport

¹ The Grand Duchy of Luxembourg Sustainability Bond Framework is available on the website of the Luxembourg State Treasury at: <https://te.public.lu/content/dam/tresorerie/fr/sustainable/20200831-Luxembourg-Sustainability-Bond-Framework.pdf>

² “Luxembourg 2030: 3rd National Plan for Sustainable Development”, at: <https://environnement.public.lu/dam-assets/documents/developpement-durable/PNDD.pdf>

³ Grand Duchy of Luxembourg Sustainability Bond Framework Second-Party Opinion, at: <https://www.sustainalytics.com/corporate-solutions/sustainable-finance-and-lending/published-projects/project/the-grand-duchy-of-luxembourg/grand-duchy-of-luxembourg-sustainability-bond-framework-second-party-opinion/grand-duchy-of-luxembourg-sustainability-bond-framework-second-party-opinion-pdf>

⁴ The Grand Duchy of Luxembourg Sustainability Bond Impact Report 2021, at: <https://te.public.lu/content/dam/tresorerie/fr/sustainable/2021-Luxembourg-Sustainability-Bond-Report-2018-2020.pdf>

⁵ The Grand Duchy of Luxembourg has communicated to Sustainalytics that it has disclosed the allocation and impact details in the Luxembourg Sustainability Bond Impact Report 2022.

	- Infrastructure for low carbon transport
Protection of the Environment	• Waste management • Protection and restoration of healthy ecosystems and their services
Water and wastewater Management	• Support the development of water and wastewater management systems allowing to significantly improve energy efficiency and/or water quality
Climate Finance and R&D	• Mobilise and support investment in international climate finance • Support research, development and innovation focusing on climate change mitigation and adaptation
Access to Essential Services - Education	• Providing access to essential educational infrastructure and services for all by: - Extending educational capacities - Improving the quality of the existing educational infrastructure and equipment
Access to Essential Services- Healthcare	• Provide access to essential healthcare infrastructure and services for all by: - Extending healthcare capacities - Improving the quality of the existing healthcare facilities
Access to Essential Services - Social Inclusion	• Provide access to essential services for population groups at risk of social exclusion by: - Providing access to essential infrastructure and services to vulnerable population - Providing financial assistance to vulnerable population
Affordable Housing	• Provide access to affordable housing to vulnerable population by: - Extending the social and affordable housing supply - Improving the quality of the existing social and affordable housing facilities - Providing financial assistance to facilitate access to housing and ownership
Employment Generation and Socio-economic Advancement and Empowerment	• Support employment generation and socio-economic advancement and empowerment, including but not limited to: - Employment generation and retention initiatives - Support to Social and Solidarity Economy - Support to the SMEs⁶ in the event of extreme events (e.g. natural disaster, extreme weather events, public health disaster etc.)

Table 2: Key Performance Indicators

Use of Proceeds	Key Performance Indicators
Green Buildings	• Estimated ex-ante annual energy savings (in MWh) • Annual GHG emissions saved (in tCO₂e)
Energy Transition	• Renewable Energy Capacity (in MW) • Number of efficient street lighting appliances and systems installed • Estimated ex-ante annual energy savings (in MWh) • Estimated annual GHG emissions reduced/avoided (in tCO₂e)
Low Carbon Transport	• Annual number of low carbon vehicles deployed by type of transport (e.g number of trains/trams) • Annual number of users served • Other relevant indicators depending on the considered projects

⁶ Small, medium, and micro-sized enterprises, as defined under EU recommendation 2003/361: https://ec.europa.eu/growth/smes/business-friendly-environment/sme-definition_en

Protection of the Environment	• Annual volume of waste collected and disposed or treated (in tonnes) • Surface of protected or restored areas (in hectares) • Other relevant indicators depending on the considered projects
Water and Waste Water Management	• Annual volume of water collected and disposed or treated (in m³) • Number of users served • Other relevant indicators depending on the considered projects
Climate Finance and R&D	• Number of investment funds that have been launched with the support of Climate Finance expenditures • Total Net Asset Value of the investments funds • Estimated annual CO₂ emissions avoided (in tCO₂e) • Details of eligible R&D projects will be disclosed, where possible and taking into consideration intellectual property protection measures and know-how aspects
Access to Essential Services - Education	• Number of education infrastructures benefiting from the eligible expenditures, including a breakdown by type of infrastructures (schools, universities...) • Capacity/additional capacity (in number of students)
Access to Essential Services - Healthcare	• Number of healthcare infrastructures benefiting from the eligible expenditures, including a breakdown by location • Capacity/additional capacity (in number of beds and/or patients)
Access to Essential Services- Social Inclusion	• Number of social inclusion infrastructures benefiting from the eligible expenditures, including a breakdown by type of infrastructures • Capacity/additional capacity (in number of beneficiaries)
Affordable Housing	• Number of dwellings • When available, additional information may be provided regarding the energy performance of eligible buildings
Employment Generation and Socioeconomic Advancement and Empowerment	• Number of people benefitting from the eligible employment generation and retention initiatives, including a breakdown per type of initiatives/schemes considered • When available, additional information may be provided regarding the employment generation and retention initiatives beneficiaries (e.g. age, level of education) • When available, information may be provided regarding the Social and Solidarity Economy beneficiaries (e.g. number, type) • Number of SMEs impacted by the consequences of extreme events benefiting from the eligible expenditures

Issuing Entity's Responsibility

Luxembourg is responsible for providing accurate information and documentation relating to the details of the projects that have been funded, including description of projects, amounts allocated, and project impact.

Independence and Quality Control

Sustainalytics, a leading provider of ESG and corporate governance research and ratings to investors, conducted the verification of Luxembourg's Sustainability Bond Use of Proceeds. The work undertaken as part of this engagement included the collection of documentation from the Luxembourg Sustainability Bond Committee and the review of documentation to assess conformance with the Grand Duchy of Luxembourg Sustainability Bond Framework.

Sustainalytics has relied on information and facts presented by Luxembourg with respect to the Nominated Projects. Sustainalytics is not responsible nor shall it be held liable if any of the opinions, findings or conclusions it has set forth herein are not correct due to incorrect or incomplete data provided by Luxembourg.

Sustainalytics made all efforts to ensure the highest quality and rigor during its assessment process and enlisted its Sustainability Bonds Review Committee to provide oversight over the assessment of the review.

Conclusion

Based on the limited assurance procedures conducted,⁷ nothing has come to Sustainalytics’ attention that causes us to believe that, in all material respects, the reviewed projects, funded through proceeds of Luxembourg’s Sustainability bond, are not in conformance with the Use of Proceeds and Reporting Criteria outlined in the Grand Duchy of Luxembourg Sustainability Bond Framework. The Grand Duchy of Luxembourg is planning to reach full allocation by the end of 2022.

Detailed Findings

Table 3: Detailed Findings

Eligibility Criteria	Procedure Performed	Factual Findings	Error or Exceptions Identified
Use of Proceeds Criteria	Verification of the projects funded by the sustainability bond in 2021 to determine if projects aligned with the Use of Proceeds criteria outlined in the Grand Duchy of Luxembourg Sustainability Bond Framework and above in Table 1.	All projects reviewed complied with the Use of Proceeds criteria.	None
Reporting Criteria	Verification of the projects funded by the sustainability bond in 2021 to determine if impact of projects was reported in line with the KPIs outlined in the Grand Duchy of Luxembourg Sustainability Bond Framework and above in Table 1. For a list of KPIs reported please refer to Appendix 2.	All projects reviewed reported on at least one KPI per Use of Proceeds criteria.	None

Appendices

Appendix 1: Allocation Reporting by Eligibility Criteria

In September 2020, Luxembourg raised EUR 1.5 billion through its sustainability bond. In 2020, it invested EUR 771.6 million in 65 projects across three green and four social categories. In 2021, Luxembourg invested EUR 331.4 million in 65 projects across two green and four social categories. See below a summary of the reported allocated amount at category level.

Use of Proceeds Category	Sub-category	Allocated amount ⁸ (EUR)			
		2018	2019	2020	2021
Low Carbon Transport	Public transport	36,262,909	35,502,137	63,104,052	42,423,149
	Infrastructure for low carbon transport	82,434,946	91,828,319	72,403,615	94,557,780
Water and Wastewater Management	Supporting the development of water and wastewater management systems allowing to significantly improve water quality	21,617,003	30,581,130	12,373,662	20,169,995
Access to Essential Services - Education	Providing access to essential educational infrastructure and services for all	19,487,752	31,579,543	47,557,026 ⁹	61,487,367
Access to Essential Services - Healthcare	Providing access to essential healthcare infrastructure and services for all	25,454,576	27,340,591	45,454,415	35,564,187
Access to Essential Services- Social Inclusion	Providing access to essential services for population groups at risk of social exclusion	18,218,290	22,635,308	20,533,404	24,410,953
Affordable Housing	Providing access to affordable housing to vulnerable population	15,167,975	26,704,393	25,387,381	52,831,175
Allocations by budget year		218,643,451	266,171,421	286,813,555	331,444,606
Total allocated		1,103,073,034			
Total proceeds raised		1,500,000,000			
Unallocated proceeds		396,926,966			

⁸ Full amounts displayed under 2018 and 2019 and part of the amounts displayed under 2020 were refinanced from the respective budget years with the bond issued in 2020. The actual allocations took place in 2020.

⁹ Luxembourg has informed Sustainalytics that there has been a retroactive change in allocation for this figure. Hence, this is not consistent with the figure reported in the previous Impact Report and Annual Review.

Appendix 2: Impact Reporting by Eligibility Criteria

Use of Proceeds Category	Indicators	Impact Reported			
		2018	2019	2020	2021
Low Carbon Transport	Number of low-carbon vehicles deployed by type of transport (trams/year)	8	9	11	17
	Number of users served on new tram and train lines (users/year)	5,752,704	7,230,837	5,180,667	15,395,304
	Length of new tram lines / new rail lines built (km) ¹⁰	15.8	15.8	18.56	18.56
	Passenger-kilometers (pkm) on additional low-carbon transport infrastructure (pkm/year)	25,680,312	38,567,788	22,639,071	88,028,468
	Number of freight containers and semi-trailers - maximum annual capacity/year (ITU) ¹¹	600,000	600,000	600,000	600,000
	Number of freight containers and semi-trailers/year (ITU)	127,448	133,863	135,207	163,471
	Number of tonnes transferred from road to rail transport (per year)	3,186,200	3,346,575	3,380,175	4,007,180
Water and Wastewater Management	Volume of water treated (m³/year)	-	-	15,584,926	15,927,376
	Total number of users served (population equivalent/year)	15,346	16,551	169,951	170,947
	Sewage sludge anaerobic digestion and use of biogas for energy generation (tonnes of sewage sludge/year)	-	-	2,700 ¹²	2, 891
Access to Essential Services - Education	Number of institutions benefiting from these investments ¹³	9	9	9	10
Access to Essential Services - Healthcare	Number of institutions benefiting from these investments ¹⁴	20	20	20	20

¹⁰ These values are absolute values.
¹¹ The OECD defines Intermodal Transport Unit as "international transportation method that involves several different modes of transportation: ocean freight, air freight, rail, trucking, etc.", available at: <https://stats.oecd.org/glossary/detail.asp?ID=4303>
¹² Luxembourg has informed Sustainalytics that there has been a retroactive change for this figure. Hence, this not consistent with the figure reported in the previous Impact Report and Annual Review.
¹³ These values are absolute values. All institutions benefitted were schools and childcare facilities.
¹⁴ These values are absolute values. Projects were in the following locations: Luxembourg (7 projects), Putscheid (1 project), Steinfort (1 project), Esch-sur-Alzette (2 projects), Ettelbruck (1 project). Two other projects financed all four hospital centres of the country.

Access to Essential Services- Social Inclusion	Number of beneficiaries ¹⁵ /year	237	1,012	2,786	1,823 ¹⁶
Affordable Housing	Finished Housing units	-	-	-	274

¹⁵ Beneficiaries are defined as people having applied for or benefiting from international protection.
¹⁶ Institutions benefitted were the following: Reception centres for people having applied for or benefiting from international protection (487 beneficiaries); reception centre for homeless people and multifunctional emergency structure for people in need (1,246 beneficiaries); and construction, renovation and transformation of different properties to create a new residential home and day centre for persons with disabilities (90 beneficiaries).

Disclaimer

Copyright ©2022 Sustainalytics. All rights reserved.

The information, methodologies and opinions contained or reflected herein are proprietary of Sustainalytics and/or its third party suppliers (Third Party Data), and may be made available to third parties only in the form and format disclosed by Sustainalytics, or provided that appropriate citation and acknowledgement is ensured. They are provided for informational purposes only and (1) do not constitute an endorsement of any product or project; (2) do not constitute investment advice, financial advice or a prospectus; (3) cannot be interpreted as an offer or indication to buy or sell securities, to select a project or make any kind of business transactions; (4) do not represent an assessment of the issuer's economic performance, financial obligations nor of its creditworthiness; and/or (5) have not and cannot be incorporated into any offering disclosure.

These are based on information made available by the issuer and therefore are not warranted as to their merchantability, completeness, accuracy, up-to-dateness or fitness for a particular purpose. The information and data are provided "as is" and reflect Sustainalytics' opinion at the date of their elaboration and publication. Sustainalytics accepts no liability for damage arising from the use of the information, data or opinions contained herein, in any manner whatsoever, except where explicitly required by law. Any reference to third party names or Third Party Data is for appropriate acknowledgement of their ownership and does not constitute a sponsorship or endorsement by such owner. A list of our third-party data providers and their respective terms of use is available on our website. For more information, visit <http://www.sustainalytics.com/legal-disclaimers>.

The issuer is fully responsible for certifying and ensuring the compliance with its commitments, for their implementation and monitoring.

In case of discrepancies between the English language and translated versions, the English language version shall prevail.

About Sustainalytics, a Morningstar Company

Sustainalytics, a Morningstar Company, is a leading ESG research, ratings and data firm that supports investors around the world with the development and implementation of responsible investment strategies. For more than 30 years, the firm has been at the forefront of developing high-quality, innovative solutions to meet the evolving needs of global investors. Today, Sustainalytics works with hundreds of the world's leading asset managers and pension funds who incorporate ESG and corporate governance information and assessments into their investment processes. Sustainalytics also works with hundreds of companies and their financial intermediaries to help them consider sustainability in policies, practices and capital projects. With 17 offices globally, Sustainalytics has more than 1500 staff members, including more than 500 analysts with varied multidisciplinary expertise across more than 40 industry groups.

For more information, visit www.sustainalytics.com

Or contact us contact@sustainalytics.com



www.te.public.lu



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Trésorerie de l'État

www.mfin.gouvernement.lu



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Finances